

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2013/29445]

**20 JUIN 2013. — Décret portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Dispositions modificatives au décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale*

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 1<sup>er</sup>, § 3, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 16 avril 1991, les termes « de la Commission de concertation visée à l'article 15 » sont remplacés par les termes « du Conseil Général visé à l'article 78 ».

**Art. 2.** L'article 3 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale est remplacé par un article libellé comme suit :

« Article 3. L'enseignement de promotion sociale comporte un seul régime appelé régime 1. ».

**Art. 3.** L'article 5 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 5. L'enseignement de promotion sociale de régime 2 est celui qui reste régi, à titre transitoire, par les lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et les arrêtés pris en exécution de ces lois.

Jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015, l'enseignement de promotion sociale peut délivrer des titres de régime 2 aux étudiants ayant entamé leur formation au cours de l'année scolaire 2008 -2009 conformément aux lois sur l'enseignement technique coordonnées le 30 avril 1957 et les arrêtés pris en exécution de ces lois.

Le titre IV du présent décret s'applique jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015 au régime 2. ».

**Art. 4.** Dans l'article 5*bis* du même décret, tel qu'inséré par le décret du 3 mars 2004 et complété par le décret du 27 octobre 2006 et le décret du 14 novembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> Acquis d'apprentissage : désigne ce qu'un étudiant doit savoir, comprendre et être capable de réaliser au terme d'un processus d'apprentissage. Les acquis d'apprentissage sont définis en termes de savoirs, d'aptitudes et de compétences. Les capacités terminales évaluées à l'issue d'une unité de formation telle que prévue au 9<sup>o</sup> de cet article sont exprimées en acquis d'apprentissage; »;

b) le 2<sup>o</sup> est complété par un point *i*) rédigé comme suit :

« *i*) l'expertise pédagogique et technique; »;

c) le 8<sup>o</sup> est complété par les mots « et d'une section ».

d) le 9<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 9<sup>o</sup> unité de formation : une unité de formation est constituée d'un cours ou d'un ensemble de cours qui sont regroupés parce qu'ils poursuivent des objectifs communs et constituent un ensemble pédagogique cohérent d'acquis d'apprentissage susceptible d'être évalué et validé; »;

e) le 13<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 13<sup>o</sup> Expertise pédagogique et technique : activités d'enseignement statutairement rattachées à une fonction d'une unité de formation. Ces activités ont pour objet la maintenance, le développement de matériels et de supports pédagogiques, la coordination des conseils des études et le suivi pédagogique d'étudiants ou de candidats étudiants; »;

f) il est inséré un 15<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 15<sup>o</sup> e-learning : apprentissage et formation par le moyen d'Internet, utilisation des nouvelles technologies multimédias de l'Internet pour améliorer la qualité de l'apprentissage en facilitant d'une part l'accès à des ressources et à des services, d'autre part les échanges et la collaboration à distance »;

g) il est inséré un 16<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 16<sup>o</sup> Conseil général : Conseil général visé à l'article 78; »;

h) il est inséré un 17<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 17<sup>o</sup> Cellule de pilotage : Cellule de pilotage visée à l'article 18; »;

i) il est inséré un 18<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 18<sup>o</sup> le Ministre : le Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions. ».

**Art. 5.** L'article 12 du même décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Chaque section, à l'exception des sections relevant de l'enseignement supérieur, des sections relevant de l'enseignement secondaire de transition et des sections sanctionnées par des titres spécifiques à l'enseignement secondaire de promotion sociale, répond aux profils de formation approuvés par le Gouvernement conformément à l'article 36 de l'accord de coopération conclu à Bruxelles, le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des Métiers et des Qualifications, en abrégé : « S.F.M.Q. » et transmis par lui au Conseil général. ».

**Art. 6.** A l'article 13, § 2, du même décret, tel que modifié par le décret du 10 avril 1995, est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les unités de formation relevant d'une section de l'enseignement supérieur ne peuvent être ouvertes qu'après autorisation du Gouvernement sur avis du Conseil général. Un arrêté du Gouvernement précisera, conformément à l'article 123*bis*, § 3, premier tiret, les critères qui lui permettront d'ouvrir des unités de formation pouvant être organisées isolément. ».

**Art. 7.** L'article 26 du décret est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« L'enseignement secondaire de promotion sociale met en œuvre des méthodes didactiques adaptées à un public adulte. Cette pédagogie se fonde sur des activités collectives ou individuelles, sous la conduite directe ou indirecte d'enseignants ou d'experts. ».

**Art. 8.** L'article 27 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 27. Chaque section de l'enseignement secondaire de promotion sociale, en ce compris le Certificat d'Études de Base, est classée dans le premier, le deuxième, le troisième degré ou le quatrième degré de l'enseignement secondaire suivant ses objectifs généraux, son contenu, le niveau et le titre qui la sanctionnent.

Ces titres correspondent aux niveaux 1 à 4 du cadre européen des certifications. ».

**Art. 9.** Dans l'article 30 du même décret, tel que complété par le décret du 24 juillet 1997 et modifié par le décret du 3 mars 2004, le premier alinéa est remplacé comme suit :

« Les sections de l'enseignement secondaire de promotion sociale sont sanctionnées :

1° soit par des titres de niveau équivalent à ceux délivrés par l'enseignement secondaire de plein exercice y compris le certificat d'études de base, le certificat d'enseignement secondaire du premier degré, le certificat d'enseignement secondaire du deuxième degré délivré à l'issue de la quatrième année d'études de l'enseignement secondaire, le certificat d'enseignement secondaire supérieur et les titres dénommés certificats de qualification qui sont délivrés dans l'enseignement secondaire de plein exercice au terme du deuxième, du troisième et quatrième degré;

2° soit par des titres spécifiques à l'enseignement secondaire de promotion sociale. Par titre spécifique, on entend :

a) soit des titres délivrés à l'issue de section de moins de 900 périodes;

b) soit des titres répondant à une législation particulière; dans ce cas, le titre mentionne la réglementation concernée;

c) soit des titres répondant à une demande particulière des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels ou qui n'ont pas encore fait l'objet d'un profil métier et d'un profil de formation par le SFMQ. Les sections relatives à ces titres font l'objet d'une approbation provisoire jusqu'à leur transformation conformément à un profil de formation élaboré par le SFMQ.

Après avis du SFMQ, le Conseil général propose au Gouvernement un profil de formation sous la forme d'un dossier pédagogique de section tel que prévu aux articles 10 à 14.

Le Gouvernement fixe la forme et le contenu des titres. ».

**Art. 10.** Dans le Titre II, chapitre IV, section 2, du même décret, il est inséré un article 30ter rédigé comme suit :

« Article 30ter. A l'exception des sections relevant de l'enseignement secondaire de transition, l'enseignement secondaire de promotion sociale délivre un supplément au certificat déterminé par le Gouvernement sur avis du Conseil général afin de permettre le transfert de crédits de compétence dans le cadre du système européen de transfert de crédits pour l'enseignement et la formation professionnelle (ECVT). ».

**Art. 11.** L'alinéa premier de l'article 32 du même décret est remplacé par deux alinéas rédigés comme suit :

« Pour chaque section ou unité de formation, le Conseil des études comprend un membre du personnel directeur ou son délégué, les membres du personnel enseignant concernés.

Lorsque la direction de l'établissement charge un membre du personnel d'assurer le suivi social et pédagogique d'un groupe d'étudiants particulier, celui-ci participe aux réunions du Conseil des études relevant de l'article 31, 2°. ».

**Art. 12.** A l'article 33 du même décret, les mots « dans une section ou » sont abrogés.

**Art. 13.** A l'article 34 du même décret, les mots « une section ou » sont abrogés.

**Art. 14.** L'article 46 du même décret est remplacé par les termes suivants :

« Article 46. Chaque section, composée de plus de deux unités de formation, comporte une unité de formation « Epreuve intégrée ». Le Gouvernement peut, sur avis conforme du Conseil général, déroger à ce principe, notamment :

— dans le cas d'une section correspondant à un cursus organisé par l'enseignement de plein exercice et pour lesquelles il n'est pas prévu de travail de fin d'étude;

— dans le cas d'une section répondant à une législation particulière.

A l'exception des sections de spécialisation, chaque section doit également comporter des stages. Des périodes d'encadrement sont prévues pour l'épreuve intégrée et les stages dans l'horaire de référence.

L'activité professionnelle des étudiants peut, en référence aux dossiers pédagogiques, être assimilée aux stages visés à l'alinéa précédent, sur décision du Conseil des études. ».

**Art. 15.** L'article 49 du même décret est complété par un paragraphe 5 rédigé comme suit :

« § 5. Les sections délivrant le titre de B.E.S. sont positionnées au niveau 5 du cadre européen des certifications.

Les sections décernant un Brevet d'enseignement supérieur approuvées par le Ministre sur avis conforme du Conseil général relèvent du premier cycle de l'enseignement supérieur de promotion sociale. ».

**Art. 16.** Dans l'article 52 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« Pour chaque section ou unité de formation, le Conseil des études comprend un membre du personnel directeur ou son délégué, les membres du personnel enseignant concernés.

Lorsque la direction de l'établissement charge un membre du personnel d'assurer le suivi social et pédagogique d'un groupe d'étudiants particulier, celui-ci participe aux réunions du Conseil des études relevant de l'article 53, 2°. »;

2° dans l'alinéa 2, les mots « ou d'une unité de formation « Epreuve intégrée » » sont insérés entre les mots « pour la sanction d'une section » et les mots « , il est adjoint au Conseil des études ».

**Art. 17.** Dans l'article 58 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° des acquis d'apprentissage fixés dans le dossier pédagogique; »;

2° dans l'alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° de la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés dans le dossier pédagogique; ».

**Art. 18.** Dans l'article 63, alinéa 2, du même décret, les mots « ou d'une unité de formation « Epreuve intégrée » » sont insérés entre les mots « la sanction d'une section » et les mots « , il est adjoint au Conseil des études ».

**Art. 19.** Dans l'article 68 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° des acquis d'apprentissage fixés dans le dossier pédagogique; »;

2° dans l'alinéa 2, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° de la maîtrise des acquis d'apprentissage fixés dans le dossier pédagogique; ».

**Art. 20.** Dans l'article 71, alinéa 3, du même décret, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° les finalités particulières de la section et, le cas échéant, un profil professionnel. Le Conseil général décide, sur base des avis des secteurs professionnels concernés, de l'opportunité d'intégrer un profil professionnel dans le dossier pédagogique proposé à l'approbation du Gouvernement; ».

**Art. 21.** Dans l'article 74, § 2, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans le 2°, les mots « et d'un Vice-président du Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale ou de leurs délégués » sont remplacés par les termes suivants : « et de deux Vice-présidents du Conseil général ou de leurs délégués »;

b) les 4°, 5° et 6° sont remplacés par :

« 4° De l'inspecteur chargé de la coordination de l'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance ou de son délégué;

5° D'un représentant de la Direction de l'administration de l'enseignement de promotion sociale et d'un représentant de la Direction de l'administration de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de leurs délégués, désignés par le Gouvernement.

Les membres repris au § 2, 4° et 5°, n'ont pas voix délibérative. ».

**Art. 22.** L'article 75 du même décret, tel que complété par le décret du 14 novembre 2008 et modifié par le décret du 10 février 2011, est remplacé par ce qui suit :

« Article 75. § 1<sup>er</sup>. L'enseignement de promotion sociale délivre un titre correspondant à celui de l'enseignement de plein exercice lorsque ce titre sanctionne des ensembles de compétences et d'acquis d'apprentissage établis conformément soit aux référentiels en vigueur dans l'enseignement de transition, soit aux profils de formation élaborés par le SFMQ soit aux profils de compétences élaborés par le Conseil Général des Hautes Ecoles. Par compétences, il faut entendre la mise en œuvre d'un ensemble organisé de savoirs, savoir-faire et savoir-faire comportementaux permettant d'accomplir un certain nombre de tâches.

A défaut, et dans l'attente de finalisation des travaux du SFMQ, les profils de formation relevant de l'enseignement secondaire, sont ceux élaborés par la CCPQ et approuvés par le Parlement de la Communauté française.

Le Gouvernement déclare correspondants les ensembles de compétences prévus à l'alinéa 1<sup>er</sup> en tenant compte des structures et des finalités de l'enseignement de promotion sociale, après consultation des instances concernées de l'enseignement de plein exercice et sur avis conforme du Conseil général.

Le Gouvernement détermine les instances et les modalités de la consultation visées à l'alinéa 2.

§ 2. Pour ce qui concerne l'enseignement supérieur et dans le cas d'une équivalence de niveau pour un titre n'existant pas dans l'enseignement de plein exercice, l'avis du Bureau permanent visé à l'article 74 est joint à l'avis conforme du Conseil général. Dans le cas où le Bureau permanent ne peut dégager de consensus sur l'équivalence de niveau, une deuxième réunion est convoquée dans un délai de 60 jours pour aboutir à un accord. Si aucun accord n'a pu être trouvé au terme de ce délai, les différents avis sont transmis au Gouvernement qui se prononce.

§ 3. Pour ce qui concerne l'enseignement secondaire et dans le cas d'une équivalence de niveau pour un titre n'existant pas dans l'enseignement obligatoire, l'avis des instances de consultation déterminées par le Gouvernement est joint à l'avis conforme du Conseil général. Dans le cas où les instances de consultation ne peuvent dégager de consensus sur l'équivalence de niveau, une deuxième réunion est convoquée dans un délai de 60 jours pour aboutir à un accord. Si aucun accord n'a pu être trouvé au terme de ce délai, les avis sont transmis au Gouvernement qui se prononce. »

**Art. 23.** L'article 83 du même décret, tel que remplacé par le décret du 25 juillet 1996, est remplacé par ce qui suit :

« Article 83. § 1<sup>er</sup>. Les périodes appartiennent à l'une des catégories suivantes :

1° la catégorie A comprend les périodes d'enseignement secondaire supérieur dans l'enseignement de promotion sociale;

2° la catégorie B comprend les périodes d'enseignement secondaire inférieur dans l'enseignement de promotion sociale;

3° la catégorie C comprend les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur de type court de promotion sociale;

4° la catégorie D comprend les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur de type long de promotion sociale.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup> :

1° jusqu'au dernier jour de la septième année civile de son fonctionnement, en ce compris l'année de sa création, les périodes professeurs utilisées par un établissement créé en application de l'article 107 dans des unités de formation classées au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1, sont considérées comme des périodes de catégorie A.

Dès la sixième année de son fonctionnement, en ce compris l'année de sa création, les périodes d'enseignement dans l'enseignement supérieur de promotion sociale de type court et de régime 1 sont considérées, pour les ajustements de la dotation de périodes visées à l'article 87, comme des périodes de la catégorie C visée au § 1<sup>er</sup>, 3°;

2° lorsque des pouvoirs organisateurs sont tenus, suite à l'approbation par le Gouvernement, sur avis conforme du Conseil général, de l'horaire de référence minimum, du contenu minimum et des caractéristiques des sections sanctionnées par les titres visés à l'article 62, de transformer progressivement les structures existantes concernées conformément à l'article 137 :

a) durant la première organisation des sections susvisées par les pouvoirs organisateurs visés ci-dessus, les périodes d'enseignement sont considérées comme appartenant à la catégorie de périodes à laquelle elles appartenaient dans l'ancienne structure;

b) dès la fin de l'année civile correspondant à la fin de la période de transformation progressive, les périodes d'enseignement utilisées, dans les sections concernées, au niveau de l'enseignement supérieur de promotion sociale de type long et de régime 1, sont converties en périodes de catégorie D.

**Art. 24.** Dans le Titre III, chapitre II du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, est inséré un article 91/3 rédigé comme suit :

« Article 91/3 § 1<sup>er</sup>. La fonction de « coordinateur qualité » peut être organisée par la conversion de 250 périodes B pour un emploi à quart temps si l'établissement n'organise pas de section de l'enseignement supérieur et de 300 périodes B pour un emploi à un quart temps si l'établissement est habilité à organiser au moins une section de l'enseignement supérieur. Il peut être fait appel à des interventions extérieures ou à une mutualisation de moyens entre établissements pour atteindre la norme de création minimale. La fonction est organisable par quart temps, mi-temps, trois quart temps ou temps plein. La prestation est de 9 heures par semaine par quart temps.

A l'exception de conventions passées conformément aux articles 72 et 114 et faisant l'objet d'un financement extérieur, ces périodes sont prélevées de la dotation-périodes telle que prévue aux articles 82 à 92.

Le Gouvernement fixe les missions du coordinateur qualité. Pour ce qui relève des établissements habilités à organiser une section de l'enseignement supérieur, les missions relèvent prioritairement de l'article 15 du décret du 22 février 2008 portant diverses mesures relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française

Chaque établissement de la Communauté française, avec l'accord du conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française et chaque pouvoir organisateur décide de l'ouverture de cette fonction. Il définit, après avis du comité de concertation de base dans le réseau de la Communauté française, de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale dans l'enseignement libre subventionné, le profil de la fonction.

§ 2. La fonction de « Conseiller à la formation » peut être organisée par la conversion de 250 périodes B pour un emploi à quart temps. La fonction est organisable par quart temps, mi-temps, trois quart temps ou temps plein. La prestation est de 9 heures par semaine par quart temps.

A l'exception de conventions passées conformément aux articles 72 et 114 et faisant l'objet d'un financement extérieur, ces périodes sont prélevées de la dotation-périodes telle que prévue aux articles 82 à 92.

Le Gouvernement fixe les missions du conseiller à la formation.

Conformément à l'article 32 et à l'article 52, le conseiller à la formation participe aux réunions du conseil des études.

Le conseiller à la formation collabore, pour ce qui concerne ses missions, au recueil d'informations dans le cadre du pilotage de l'enseignement de promotion sociale.

Chaque établissement de la Communauté française, avec l'accord du conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française et chaque pouvoir organisateur décident de l'ouverture de cette fonction.

Il définit, après avis du comité de concertation de base dans le réseau de la Communauté française, de la commission paritaire locale dans l'enseignement officiel subventionné et du conseil d'entreprise ou à défaut de la délégation syndicale dans l'enseignement libre subventionné, le profil de la fonction.

§ 3. Outre les conditions visées dans l'arrêté royal du 22 mars 1969 et dans les décrets du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, et du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, pour être engagés ou désignés dans les fonctions visées aux §§ 1<sup>er</sup> et 2, les membres du personnel devront également répondre aux exigences du profil de fonction tel que prévu respectivement au § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, ou au § 2, alinéa 6, du présent article.

§ 4. A l'exception d'une organisation de la fonction sur base de conventions telles que prévues aux articles 72 et 114, le pouvoir organisateur ou le chef d'établissement de la Communauté française peut décider de la fermeture des fonctions prévues à cet article sauf si la fonction est exercée par des membres du personnel temporaire protégés ou engagés ou désignés à titre définitif.

**Art. 25.** Dans le Titre III, chapitre II du même décret, est inséré un article 91/4 rédigé comme suit :

« Article 91/4. § 1<sup>er</sup>. Les activités d'expertise pédagogique et technique visées à l'article 91/6, 4°, sont intégrées à la structure des unités de formation ouvertes par l'établissement dans le cadre de son offre structurelle de formation ou organisées expressément par lui à l'exception d'unités de formation ayant pour finalité l'encadrement, la guidance et l'orientation des étudiants.

Les périodes utilisées dans le cadre de ces activités font l'objet d'une déclaration à l'Administration conformément aux procédures en vigueur pour toute activité d'enseignement de l'unité de formation considérée.

A l'exception de conventions visées aux articles 72 et 114 du décret, le nombre de périodes à attribuer par activité d'expertise pédagogique et technique est de minimum 40 périodes et de maximum 800 périodes. La prestation par période est de 1,8 heure.

§ 2. Les activités d'expertise pédagogique et technique visées à l'article 91/4, 4°, sont rattachées par le chef d'établissement ou le pouvoir organisateur, en fonction de la nature des tâches qui constituent l'activité d'expertise pédagogique et technique et du niveau d'enseignement concerné, à une fonction de recrutement appartenant à la catégorie du personnel directeur et enseignant.



Les dispositions statutaires et barémiques applicables aux membres du personnel chargés d'activités d'expertise pédagogique et technique sont celles applicables à la fonction exercée dans l'enseignement de promotion sociale et l'unité de formation à laquelle elles sont rattachées.

§ 3. Le chef d'établissement, pour ce qui est de l'enseignement organisé par la Communauté française, ou le pouvoir organisateur, pour ce qui est de l'enseignement subventionné par la Communauté française, définit, après avis du comité de concertation de base pour l'enseignement organisé par la Communauté française, de la commission paritaire locale pour l'enseignement officiel subventionné par la Communauté française, du conseil d'entreprise ou à défaut, de la délégation syndicale pour l'enseignement libre subventionné par la Communauté française, les tâches et les missions des membres du personnel chargés des activités d'expertise pédagogiques et technique. Celles-ci peuvent être confiées à des experts au sens des articles 87bis et 118.

**Art. 26.** Dans le Titre III, chapitre II du même décret, est inséré un article 91/5 rédigé comme suit :

« Article 91/5 § 1<sup>er</sup>. Dans l'enseignement libre subventionné, pour l'application des articles 34 et 42 du décret du 1<sup>er</sup> février 1993 fixant le statut des membres du personnel subsidiés de l'enseignement libre subventionné, les services rendus dans la fonction dont relevaient les activités d'expertise pédagogique et techniques avant la date d'entrée en vigueur du décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement, sont, à la demande du membre du personnel, réputés l'avoir été dans la fonction dont relève désormais l'activité d'expertise pédagogique et technique, à condition que le membre du personnel soit porteur d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour l'exercice de cette fonction.

Pour les membres du personnel engagés à titre temporaire porteurs d'autres titres, les dérogations acquises dans une activité d'expertise pédagogique et technique en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale ou sur la base de l'article 17, § 4, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, avant la date d'entrée en vigueur du décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement sont, à la demande du membre du personnel, réputées avoir été acquises dans la fonction dont relève désormais l'activité d'expertise pédagogique et technique.

§ 2. Dans l'enseignement officiel subventionné, pour l'application des articles 24 et 30 du décret du 6 juin 1994 fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, les services rendus dans la fonction dont relevait l'activité d'expertise pédagogique avant la date d'entrée en vigueur du décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement sont, à la demande du membre du personnel, réputés l'avoir été dans la fonction dont relève désormais l'activité d'expertise pédagogique et technique, à condition que le membre du personnel soit porteur d'un titre requis ou d'un titre suffisant du groupe A pour l'exercice de cette fonction.

Pour les membres du personnel désignés à titre temporaire porteurs d'autres titres, les dérogations acquises dans une activité d'expertise pédagogique et technique en application de l'article 6 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale ou sur la base de l'article 17, § 4, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, avant la date d'entrée en vigueur du décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement, sont, à la demande du membre du personnel, réputées avoir été acquises dans la fonction dont relève désormais l'activité d'expertise pédagogique et technique.

§ 3. Pour l'application du présent article, quand le titre requis inclut une composante d'expérience utile, soit pour une fonction de cours techniques, soit pour une fonction de pratique professionnelle, soit pour une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle, le membre du personnel temporaire qui demande à bénéficier des mesures visées aux paragraphes précédents et pour lequel une telle expérience a été reconnue dans une spécialité considérée conformément aux dispositions statutaires applicables, conserve le bénéfice de cette reconnaissance pour la spécialité considérée dans l'exercice de sa nouvelle fonction de cours techniques, ou dans une fonction de pratique professionnelle ou dans une fonction de cours techniques et de pratique professionnelle.

§ 4. Par dérogation à l'article 91quinquies, § 2, alinéa 2, le membre du personnel en activité de service bénéficiant de l'application des paragraphes précédents et s'étant vu attribuer, pour l'exercice de l'activité d'expertise pédagogique et technique, avant la date d'entrée en vigueur du décret du 20 juin 2013 portant diverses mesures en matière d'enseignement de promotion sociale, définissant ses organes de pilotage et intégrant l'e-learning dans son offre d'enseignement, un barème supérieur à celui auquel il pourra prétendre après l'entrée en vigueur de ce dernier, en conserve le bénéfice. ».

**Art. 27.** Dans le Titre III, chapitre II du même décret, est inséré un article 91/6 rédigé comme suit :

« Article 91/6. Chaque établissement organisé par la Communauté française, avec l'accord du conseil de coordination de l'enseignement de promotion sociale de la Communauté française, et chaque pouvoir organisateur peuvent consacrer une partie de leur dotation de périodes à l'ensemble des activités suivantes :

- 1° conversion de périodes en emplois d'encadrement en application des articles 91/4 et 111ter, § 1<sup>er</sup>, alinéa 6;
- 2° réunion du conseil des études;
- 3° opérations d'admission, de suivi pédagogique, de sanction des études,
- 4° activités d'expertise pédagogique et technique en application de l'article 91 /4.

Sauf dérogation accordée par le Gouvernement pour une durée déterminée et à l'exception de périodes financées sur base de conventions visées à l'article 114, le total des périodes visées à l'alinéa précédent ne peuvent, de manière cumulée, dépasser le plafond de huit pour cent de la dotation de périodes organique visée à l'article 82. ».

**Art. 28.** Dans le Titre III, chapitre III, du même décret, les articles 103 à 105 et 106 alinéa 2 sont abrogés.

**Art. 29.** L'article 112 du même décret est abrogé.

**Art. 30.** A l'article 123<sup>quater</sup>, § 2, alinéa 5, les mots « et de la Commission de concertation » sont abrogés.

**Art. 31.** L'article 127 du même décret est abrogé.

**Art. 32.** Dans l'article 128 du même décret les mots « l'article 46 » sont remplacés par les mots « l'article 51, 1<sup>o</sup> ».

**Art. 33.** Aux articles 44, 45, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, 49, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, 72, § 1<sup>er</sup>, alinéa 5, 123<sup>bis</sup>, § 3, troisième tiret, 123<sup>quater</sup>, § 2, alinéa 5, 130<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup>, 130<sup>sexties</sup>, § 1<sup>er</sup>, 137<sup>bis</sup>, alinéas 2 et 3, du même décret, les mots « Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale » sont chaque fois remplacés par les mots « Conseil général »; à l'article 128 du même décret, les mots « Conseil supérieur pédagogique » sont remplacés par les mots « Conseil général ».

**Art. 34.** Aux articles 76, 130<sup>ter</sup>, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, et 136, alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « de la Commission de concertation » sont remplacés par les mots « du Conseil général ».

**Art. 35.** A l'article 72, § 4, les termes « Ministre en charge de l'enseignement de promotion sociale » sont remplacés par le terme « Ministre ». Aux articles 130<sup>bis</sup>, § 2, 2<sup>e</sup> alinéa, § 3, 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup> alinéas, 130<sup>sexties</sup>, § 5, 2<sup>e</sup> alinéa, les termes « Ministre ayant l'Enseignement de Promotion sociale dans ses attributions » sont remplacés par le terme « Ministre ».

#### CHAPITRE II. — *Du pilotage de l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 36.** Dans le Titre II du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'intitulé du chapitre III est remplacé par ce qui suit :

« Chapitre III. — Recueil et du traitement des données nécessaires au pilotage de l'enseignement de promotion sociale ».

**Art. 37.** L'article 15 du même décret, est remplacé par ce qui suit :

« Article 15. L'établissement d'un recueil de données statistiques concernant l'Enseignement de promotion sociale doit contribuer à une définition des besoins en matière d'Enseignement de promotion sociale et à l'élaboration d'une politique communautaire en matière d'éducation tout au long de la vie. »

**Art. 38.** L'article 16 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 16. § 1<sup>er</sup>. Les établissements transmettent à la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique, à titre individuel ou collectif, les données sollicitées dans le cadre du recueil de données statistiques.

Ces données portent, notamment, sur :

- 1<sup>o</sup> les inscriptions par unité de formation et/ou par section des étudiants financés et non financés;
- 2<sup>o</sup> la signalétique des étudiants;
- 3<sup>o</sup> la réussite et l'échec à l'issue des évaluations en ce compris les épreuves ou tests d'admission ou de validation;
- 4<sup>o</sup> les passerelles;
- 5<sup>o</sup> la mobilité étudiante en termes d'entrée et de sortie avant la certification;
- 6<sup>o</sup> les programmes d'enseignement organisés et les conventions de coopération pour l'organisation d'études;
- 7<sup>o</sup> les filières offertes et suivies;
- 8<sup>o</sup> les conventions de formation passées par les établissements avec le monde socioéconomique et culturel;
- 9<sup>o</sup> la répartition hommes-femmes dans les statistiques recueillies.

§ 2. Le Gouvernement fixe les délais, la forme et les modalités de transfert et de traitement des données, dans le respect des dispositions de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel et de ses arrêtés d'application.

Toute action en vue de convertir des données codées en données à caractère personnel est formellement interdite.

§ 3. Dans le délai imparti, toutes les données sollicitées seront fournies par le pouvoir organisateur avec exactitude selon les formes prescrites. A défaut, le Gouvernement lui adresse une mise en demeure par laquelle il l'invite dans un délai de trente jours calendrier à dater de cette mise en demeure, à transmettre les données valides sollicitées.

Si, à l'échéance de ce délai, le pouvoir organisateur n'a pas transmis ces données sans apporter la preuve qu'il a pris toutes les mesures nécessaires pour le faire, il perd, pour une durée déterminée ci-après, le bénéfice de 5 % des moyens de fonctionnement accordés conformément à l'article 3, § 3, 4<sup>e</sup> alinéa, 17<sup>o</sup>, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

La durée visée à l'alinéa précédent débute à l'échéance du délai de trente jours calendrier et court jusqu'au jour où le pouvoir organisateur a transmis, par courrier recommandé avec accusé de réception, les données valides sollicitées.

**Art. 39.** L'article 17 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 17. Les données transmises par les établissements en application de l'article 16 sont récoltées et rendues anonymes par la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique.

Les données rendues anonymes sont transmises à l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication (ETNIC) qui procède à leur traitement.

Les données traitées sont transmises à la Cellule de pilotage pour analyse.

Les résultats de l'analyse visée à l'alinéa 3 sont communiqués au Conseil général et au Gouvernement.

Aucune des données précitées par école n'est communiquée si ce n'est par le Ministre mais uniquement :

- 1<sup>o</sup> lorsque la communication de telles données est nécessaire à l'exécution d'un engagement international;
- 2<sup>o</sup> à la suite d'une demande expressément motivée sur les objectifs poursuivis par le traitement des données et introduite par des personnes de droit public ou par des chercheurs qualifiés ou autres personnes et organismes privés et agréés par le Ministre et dont les objectifs auront été approuvés par la direction du service des statistiques. ».

**Art. 40.** L'article 18 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 18. Il est créé, au sein de la Direction générale de l'enseignement non-obligatoire et de la recherche scientifique, une cellule chargée du pilotage de l'enseignement de promotion sociale dénommée ci-après « Cellule de pilotage ».

La Cellule de pilotage est présidée par le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique ou son délégué et est composée de quatre membres effectifs et suppléants désignés par l'Administration de la Communauté française, de quatre membres effectifs et suppléants désignés par le Conseil général, d'un membre effectif et suppléant désigné par le Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance, du Ministre ayant l'enseignement de promotion sociale dans ses attributions ou de son délégué et du Conseiller économique et social visé à l'article 23.

Le secrétariat de la Cellule de pilotage est assuré par un membre du secrétariat permanent du Conseil général.

La Cellule de pilotage se dote d'un règlement d'ordre intérieur approuvé par le Gouvernement. ».

**Art. 41.** L'article 19 du même décret, tel que modifié, est remplacé par ce qui suit :

« Article 19. La Cellule de pilotage a pour missions :

1° de proposer, à la demande du Gouvernement, de l'Administration ou du Conseil général, des indicateurs relatifs à toute mesure prise ou à prendre en faveur de l'enseignement de promotion sociale et en particulier, en vue de suivre et d'analyser les trajectoires des étudiants inscrits dans l'enseignement de promotion sociale;

2° de tenir dans une vision prospective un inventaire des études et recherches scientifiques traitant de l'enseignement de promotion sociale et de la formation d'adultes en général en vue d'assurer une fonction de veille quant aux instruments de cette nature développés en Communauté française ainsi qu'au niveau européen ou international et quant à l'évolution des besoins et demandes en formation émanant des entreprises, des administrations, de l'enseignement et d'une manière générale des milieux socio-économiques et culturels;

3° d'assurer l'analyse des données statistiques recueillies par la Direction générale de l'enseignement non obligatoire et de la recherche scientifique et par l'Entreprise des technologies nouvelles de l'information et de la communication (ETNIC) relatives à l'enseignement de promotion sociale;

4° de mettre en œuvre, en collaboration avec l'Administration et l'ETNIC, pour la matière de l'Enseignement de promotion sociale en Communauté française, les dispositions contenues dans la réglementation européenne;

5° de réaliser ou de faire réaliser, à la demande du Ministre, ou du Conseil général, de l'Administration ou de sa propre initiative, des études et des recherches scientifiques relatives à l'Enseignement de promotion sociale et notamment aux populations étudiantes, aux diplômés délivrés et aux trajectoires des étudiants et anciens étudiants de l'enseignement de promotion sociale;

6° de promouvoir et de faire connaître toute initiative dont l'objectif est d'améliorer la réussite dans l'Enseignement de promotion sociale en Communauté française;

7° le cas échéant, de servir de source d'information aux instances chargées de piloter les différentes formes et niveaux d'enseignement. ».

**Art. 42.** L'article 20 du même décret, tel que modifié, est remplacé par ce qui suit :

« Article 20. Sur décision du Ministre, la Cellule de pilotage met en œuvre les collaborations nécessaires à l'accomplissement de ses missions avec tout autre organisme international ou étranger, fédéral, communautaire, régional ou local, de droit public ou privé. ».

**Art. 43.** L'article 21 du même décret, tel que modifié, est remplacé par ce qui suit :

« Article 21. Tous les deux ans, la cellule de pilotage remet au Conseil général et au Ministre un rapport d'activités sur les années civiles écoulées. ».

**Art. 44.** L'article 22 du même décret, tel que modifié par le décret du 8 février 1999, est remplacé par ce qui suit :

« Article 22. Les différentes productions de la Cellule de pilotage résultant de ses missions, à l'exception de celles visées à l'alinéa 2, et son rapport d'activités sont rendus disponibles au public, notamment par l'intermédiaire du site internet du Ministère de la Communauté française.

Les analyses et les recherches réalisées conformément à l'article 19, 4°, sont rendues publiques par l'Administration après avis du Conseil général, et accord du Ministre. La diffusion s'effectue notamment par l'intermédiaire du site Internet du Ministère de la Communauté française.

Les données recueillies et les publications réalisées par la Cellule de pilotage sont propriétés du Ministère de la Communauté française. ».

**Art. 45.** L'article 23 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 23. Afin de remplir ses missions, la Cellule de pilotage dispose d'une enveloppe de 1 200 périodes B dédiées à l'engagement d'un conseiller économique et social dont elle définit, supervise et évalue le travail au travers du Président de la Cellule de pilotage.

Le conseiller économique et social est désigné par le Ministre, sur proposition de la Cellule de pilotage. Celle-ci établit le profil de fonction et de recrutement après avis du Conseil général. Elle procède au processus de recrutement.

Le conseiller économique et social bénéficie de la subvention-traitement de l'échelle de traitement correspondante à la fonction de directeur d'enseignement de promotion sociale de niveau supérieur. Il bénéficie du régime de congés et de vacances relevant de l'administration. Il a droit au remboursement de ses frais de parcours et aux indemnités de séjour aux conditions fixées par les dispositions applicables aux membres du personnel du Ministère de la Communauté française. A cet effet, il est assimilé aux fonctionnaires de rang 12 et sa résidence administrative est celle de sa fonction.

Le Gouvernement définit les moyens financiers et matériels nécessaires à l'accomplissement des missions qui lui sont confiées. ».

**Art. 46.** Les articles 24 et 25 du même décret sont abrogés.

**Art. 47.** Dans le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'intitulé du Titre III est remplacé par ce qui suit :

« Titre III Du pilotage de l'enseignement de promotion sociale »

**Art. 48.** Dans le Titre III du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, l'intitulé du chapitre 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Du Conseil général de l'enseignement de promotion sociale »

**Art. 49.** L'article 78 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 78. Il est créé, auprès de la Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique du Ministère de la Communauté française, un Conseil général de l'enseignement de promotion sociale, dénommé ci-après Conseil général. ».

**Art. 50.** L'article 79 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 79. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil général a pour mission :

1° de remettre au Gouvernement, soit à la demande de celui-ci, soit d'initiative, un avis sur toute question relative au pilotage, à l'amélioration, au développement et à la promotion de l'enseignement de promotion sociale en lien avec les finalités de celui-ci telles que définies à l'article 7.

Les avis tiennent compte, notamment, du rapport annuel du Service d'inspection de l'enseignement, des analyses, des indicateurs et des statistiques produites par la Cellule de pilotage et, pour l'enseignement supérieur, des rapports d'audit élaborés par l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur en Communauté française;

2° de suivre et de faciliter le développement de l'Enseignement de promotion sociale;

3° de définir, sur proposition de la cellule de pilotage, les thématiques prioritaires que celui-ci devra traiter sur les deux années à venir. »;

4° de promouvoir l'évolution de l'offre de l'enseignement et d'élaborer les référentiels de l'enseignement de promotion sociale.

§ 2. Le Conseil général est chargé plus particulièrement de :

1° l'élaboration des dossiers pédagogiques des unités de formation soumis pour approbation au Gouvernement; ceux-ci comportent au minimum les éléments suivants : les capacités préalables requises, l'horaire de référence minimum, le contenu minimum et les acquis d'apprentissage à maîtriser à l'issue d'une unité de formation;

2° la fixation de la part d'autonomie de l'horaire de référence minimum et de la part supplémentaire maximale de l'horaire de référence des unités de formation, soumises à l'approbation du Gouvernement, qui peut être utilisée par chaque établissement sans modifier la certification obtenue sur la base du dossier de référence minimum;

3° la fixation des modalités de capitalisation des titres sanctionnant les unités de formation soumises à l'approbation du Gouvernement;

4° l'information sur les possibilités de certification et de capitalisation des titres;

5° l'élaboration de la liste des compétences visée à l'article 75 du décret soumise à l'approbation du Gouvernement; celle-ci est composée de l'ensemble des acquis d'apprentissage des unités de formation composant une section.

§ 3. Pour les sections de l'enseignement secondaire visées à l'article 12, le Conseil général est chargé d'élaborer les dossiers pédagogiques, soumis à l'approbation du Gouvernement, des unités de formation conformément aux profils de formation tels que définis par le service francophone des métiers et qualifications (SFMQ).

§ 4. Pour les sections de l'enseignement secondaire visées à l'article 12, à titre transitoire et jusqu'à la finalisation des travaux du SFMQ, la liste de compétences est réalisée en comparaison avec les profils de formation élaborés par la Commission communautaire des professions et des qualifications (CCPQ) et approuvés par le Parlement de la Communauté française.

Lorsqu'il y a lieu d'adapter un des profils de formation visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> ayant déjà fait l'objet d'une proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire, le Conseil général en est chargé. Deux experts désignés par ledit conseil participent aux travaux relatifs au profil de formation concerné. Un des experts appartient à l'enseignement de caractère non confessionnel, le second à l'enseignement confessionnel.

Le Conseil général informe le Conseil général de concertation créé en application de l'article 1<sup>er</sup> du décret organisant la concertation pour l'enseignement secondaire de ses travaux en matière de profils de formation.

§ 5. Pour l'enseignement supérieur, le Conseil général est chargé de l'élaboration des profils de formation pour les sections relevant de l'enseignement supérieur. Le Conseil général informe le Conseil général des Hautes Ecoles de ses travaux en matière de profils de formation. ».

**Art. 51.** L'article 80 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Article 80. Le Conseil général se compose d'un président, de trois vice-présidents, de vingt-huit membres effectifs et de vingt-huit membres suppléants. Les mandats ont une durée de 5 ans renouvelables.

Le président, les vice-présidents et les membres sont désignés par le Gouvernement.

Le Conseil général est composé de :

1° six membres effectifs et six membres suppléants représentant les réseaux d'enseignement, à savoir :

- a) deux membres effectifs et suppléants pour l'enseignement organisé par la Communauté française;
- b) deux membres effectifs et suppléants pour l'enseignement officiel subventionné;
- c) deux membres effectifs et suppléants pour l'enseignement libre subventionné répartis par caractère;

2° six membres effectifs et six membres suppléants représentant le personnel directeur et enseignant de l'enseignement de promotion sociale, à savoir :

- a) deux membres effectifs et suppléants pour l'enseignement organisé par la Communauté française;
- b) deux membres effectifs et suppléants pour l'enseignement officiel subventionné;
- c) deux membres effectifs et suppléants pour l'enseignement libre subventionné répartis par caractère;

3° quatre membres effectifs et quatre membres suppléants qui sont étudiants dans l'enseignement de promotion sociale, à savoir un membre effectif et un membre suppléant par réseau et caractère;

4° trois membres effectifs et trois membres suppléants représentant les organisations reconnues par la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;



5° cinq membres effectifs et cinq membres suppléants représentant les milieux économiques et sociaux intéressés à l'enseignement de promotion sociale, ou d'autres milieux intéressés;

6° Le Directeur général de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique et son délégué ou leurs suppléants;

7° L'Inspecteur chargé de la coordination du service inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance et son délégué ou leurs suppléants.

Le Ministre ou son (ses) représentant(s) sont invités permanents aux réunions du Conseil général et de son bureau.

Les membres du Conseil général visés à l'alinéa 3, 1°, 2° et 3°, sont proposés par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs concernés.

**Art. 52.** Dans le Chapitre I<sup>er</sup> du même décret, l'article 81 est remplacé par ce qui suit :

« Article 81. Le Conseil général ne peut émettre valablement ses avis que lorsqu'au moins onze membres issus des membres visés à l'article 80, alinéa 3, 1°, 2° et 4°, sont présents.

Si le quorum requis n'est pas atteint, une réunion est tenue dans les quinze jours, sur nouvelle convocation, avec le même ordre du jour que celui de la réunion précédente; quel que soit le nombre des membres présents visés à l'article 80, alinéa 3, 1°, 2° et 4°, un avis est valablement donné. »

**Art. 53.** Dans le Chapitre I<sup>er</sup> du même décret, il est inséré un article 81/1 rédigé comme suit :

« Article 81/1. Lors d'un vote portant sur un avis conforme, le Conseil général émet ses avis à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. Des notes de minorité peuvent être jointes aux avis. »

**Art. 54.** Dans le Chapitre I<sup>er</sup> du même décret, il est inséré un article 81/2 rédigé comme suit :

« Article 81/2. § 1<sup>er</sup>. Le Conseil général constitue un Bureau dont le Gouvernement fixe les missions, la composition et l'organisation. En sont membres de droit, un membre du Conseil général visé à l'article 80, alinéa 3, 6°, et un membre du Conseil général visé à l'article 80, alinéa 3, 7°.

§ 2. Le Conseil général peut constituer des groupes de travail permanents ou ponctuels dont il détermine la mission et auxquels participent des experts qu'il désigne. La présidence des groupes de travail est assumée par un membre effectif ou suppléant du Conseil général à qui il rend compte régulièrement de l'avancement des travaux dont le groupe de travail est chargé.

§ 3. Le Conseil général constitue des groupes de travail sectoriels permanents chargés d'élaborer les dossiers pédagogiques des unités de formation et des sections et de les proposer au Conseil général. Les Présidents des groupes de travail sectoriels sont choisis parmi les membres effectifs ou suppléants du Conseil général visés à l'article 80, alinéa 3, 1°, 2° et 7°. Le Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance participe aux groupes de travail sectoriels.

La composition des groupes de travail sectoriels est définie par le Conseil général, par les organisations représentatives des pouvoirs organisateurs concernés et le Service d'inspection qui désignent leurs représentants.

§ 4. Le Président du Conseil général ou son délégué réunit au moins six fois par an, en présence des membres du Bureau visé au § 1 les présidents des groupes de travail sectoriels afin d'évaluer l'avancement des travaux et de garantir une cohérence dans l'élaboration des dossiers pédagogiques des unités de formation et des sections.

§ 5. Le secrétariat du Conseil général, de son bureau et de ses groupes de travail est assuré par un Secrétariat permanent composé de trois secrétaires permanents appelés Conseillers méthodologiques. Issus du personnel directeur et enseignant, ils sont désignés par le Ministre sur proposition de chaque réseau d'enseignement.

Ils bénéficient d'un congé pour mission dans l'intérêt de l'enseignement.

§ 6. Les Conseillers méthodologiques ont, notamment, pour mission :

1° d'assurer le secrétariat des réunions du Conseil général et de la Cellule de pilotage;

2° de collaborer à la préparation et au suivi des travaux du Conseil général;

3° de réaliser des notes de synthèse et des récapitulatifs thématiques des travaux du Conseil général;

4° de rassembler, à la demande du Ministre, d'un Président ou d'un Vice-président, la documentation nécessaire aux travaux du Conseil général;

5° de fournir toute information relative aux missions et travaux du Conseil général à toute personne, organe ou toute organisation appelés à y participer;

6° de centraliser les notes et déclarations de créance, leur permettant de préparer les documents destinés à l'administration en vue du remboursement des frais de parcours des membres du Conseil général ainsi que des membres des groupes de travail;

7° de se tenir au courant d'innovations méthodologiques et d'outils pédagogiques utiles à l'enseignement de promotion sociale;

8° d'œuvrer à la cohérence des dispositions pédagogiques avec les textes réglementaires touchant à l'enseignement de promotion sociale;

9° d'assurer le secrétariat des réunions du bureau du Conseil ainsi que des groupes de travail mis en place par le Conseil général;

10° d'assurer le classement des documents et la mise à jour des archives du Conseil général (Procès-verbaux, Dossiers pédagogiques, Profils professionnels...);

11° d'assister, selon un mandat confié par le Ministre, un Président ou un Vice-président du Conseil général, à des réunions dont les thèmes concernent les missions du Conseil général;

12° d'alimenter la réflexion sur les besoins des milieux socio-économiques en termes de métiers et d'employabilité;

13° d'assurer la circulation de l'information entre l'administration, le Conseil général et les réseaux;

14° de participer à la mise en place, la gestion, la cohérence et la promotion de l'enseignement de promotion sociale, notamment dans leur réseau.

§ 7. Le Président et les Vice-présidents du Conseil général pilotent et évaluent le travail effectué par les Conseillers méthodologiques.

§ 8. Le Gouvernement règle l'organisation et le fonctionnement du Conseil général et du secrétariat permanent. ».

CHAPITRE III. — *Intégration de l'e-learning dans l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 55.** L'article 120 du décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel qu'abrogé par le décret du 10 février 2011, est rétabli dans la rédaction suivante :

« Article 120. § 1<sup>er</sup>. Aux conditions fixées par le Gouvernement, les établissements d'enseignement de promotion sociale peuvent organiser des unités de formation ou des activités d'enseignement via e-learning.

§ 2. Le nombre de périodes prévues dans le dossier pédagogique organisé totalement ou partiellement via e-learning sera prélevé de la dotation-période des établissements concernés conformément aux articles 82 à 93 et 102.

§ 3. Le nombre de périodes-élèves et le nombre de périodes-élèves pondérées relatif aux unités totalement ou partiellement organisées en e-learning s'obtient en multipliant le nombre total de périodes réservées à ces activités respectivement par le nombre moyen de périodes-élèves et par le nombre moyen de périodes-élèves pondérées par période organisée par l'établissement, ce nombre moyen étant, le cas échéant, arrondi à la deuxième décimale.

§ 4. Les étudiants inscrits dans des activités d'enseignement organisées en e-learning ne doivent répondre à aucune condition d'assiduité pour être réputés étudiants réguliers dans ces activités si ce n'est celle de se présenter, sauf absence dument motivée, aux séances en présentiel prévues et aux épreuves organisées en 1<sup>ère</sup> et/ou 2<sup>e</sup> session par l'établissement dans lequel ils sont inscrits.

Le Gouvernement définit au travers des règlements généraux des études la notion d'absence dument motivée.

§ 5. Le fait de suivre des unités de formation en e-learning ne modifie en rien les montants des droits d'inscription ainsi que les dépenses de ceux-ci en vigueur dans l'enseignement de promotion sociale organisé ou subventionné par la Communauté française. ».

CHAPITRE IV. — *Dispositions relatives au financement des moyens de fonctionnement des périodes organisées en e-learning dans l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 56.** A l'article 3, § 3, 4<sup>e</sup> alinéa, 17<sup>o</sup>, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, les termes « b) dans l'enseignement de régime 2, pour un nombre de périodes limité à 320 par élève,

— pour les cours de pratique professionnelle en commerce, administration, organisation et français pour étranger : 0,35 EUR, par période;

— pour les cours de pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle en agriculture, cuisine, alimentation, couture et habillement : 0,44 EUR, par période;

— pour les cours de pratique professionnelle et les cours techniques et de pratique professionnelle en industrie, bois, construction, soudure, dessin industriel et informatique : 0,53 EUR, par période;

— pour les cours généraux et les cours techniques : 0,35 EUR, par période. » sont remplacés par les termes suivants :

« b) l'admission aux subventions des unités de formation organisées totalement ou partiellement par e-learning et qui n'ont pas fait l'objet d'une admission définitive aux subventions est acquise dès leur première organisation. L'admission définitive aux subventions est acquise après avis favorable du Service d'inspection de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement à distance. Les montants devront être restitués si les unités de formation concernées font l'objet de deux avis défavorables consécutifs de la part du Service d'inspection;

c) le montant des moyens de fonctionnement des unités de formation organisées partiellement ou totalement en e-learning est fixé à 7,56 € par période de cours organisée, quel que soit le nombre d'étudiants réguliers

Ce montant est indexé chaque année civile, sur l'indice général des prix à la consommation fixé à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. ».

CHAPITRE V. — *Dispositions relatives à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale*

**Art. 57.** Le premier alinéa de l'article 15 du décret du 30 juin 1998 relatif à la formation en cours de carrière des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation de l'enseignement de promotion sociale est remplacé comme suit : « Les crédits budgétaires affectés aux formations en cours de carrière, en ce compris les rémunérations correspondantes, sont fixées à un minimum de 205.000 euros indexés, chaque année civile, sur l'indice général des prix à la consommation fixé à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2013. ».

CHAPITRE VI. — *Disposition modificative à l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements*

**Art. 58.** A l'article 6<sup>ter</sup>, point 6<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 2 octobre 1968 déterminant et classant les fonctions des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique et du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécialisé, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et les fonctions des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements, est ajouté un littérae c) libellé comme suit :

« c) les fonctions de recrutement sont :

— coordonnateur qualité;

— conseiller à la formation. ».

CHAPITRE VII. — *Disposition modificative à l'arrêté royal du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements*

**Art. 59.** Dans la 1<sup>re</sup> section du Chapitre II de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 22 avril 1969 fixant les titres requis des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical, du personnel psychologique, du personnel social des établissements d'enseignement préscolaire, primaire, spécial, moyen, technique, artistique, de promotion sociale et supérieur non universitaire de la Communauté française et des internats dépendant de ces établissements, sont insérés des articles 11<sup>bis</sup> et 11<sup>ter</sup> libellés comme suit :

« Article 11bis. – Le titre requis pour la fonction de coordinateur qualité, que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement de promotion sociale, est le diplôme d'Agrégé de l'Enseignement secondaire supérieur ou de Master complété par le certificat d'aptitudes pédagogiques ou le certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement supérieur.

Article 11ter. – Le titre requis pour la fonction de conseiller à la formation, que peuvent exercer les membres du personnel directeur et enseignant dans l'enseignement de promotion sociale, est le diplôme d'Agrégé de l'Enseignement secondaire supérieur ou de Master complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques ou un certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement supérieur ou un diplôme de bachelier de l'enseignement supérieur de plein exercice ou de promotion sociale de la catégorie sociale ou pédagogique complété par un certificat d'aptitudes pédagogiques ou un Certificat d'aptitudes pédagogiques à l'enseignement supérieur. ».

CHAPITRE VIII. — *Disposition modificative de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale*

**Art. 60.** A l'article 11 de l'arrêté royal du 30 juillet 1975 relatif aux titres jugés suffisants dans les établissements subventionnés d'enseignement technique et d'enseignement professionnel secondaire de plein exercice et de promotion sociale tel que modifié, le point Cbis., est complété comme suit :

Coordinateur qualité

Le diplôme de master	Groupe A	TR
Le diplôme de bachelier	Groupe B	AESI

Conseiller à la formation

Le diplôme de master	Groupe A	TR
Le diplôme de bachelier	Groupe B	AESI

CHAPITRE IX. — *Disposition modificative du décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et du budget*

**Art. 61.** L'article 8, § 1<sup>er</sup>, du décret du 27 décembre 1993 portant diverses mesures en matière de culture, de santé, d'enseignement et de budget, est complété par la phrase « Cette disposition ne s'applique pas aux pouvoirs organisateurs et aux chefs d'établissements d'enseignement de promotion sociale. ».

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires et abrogatoires*

**Art. 62.** Pour les établissements ne disposant pas de bases de données informatisées susceptibles d'être transmises selon les formes fixées par le Gouvernement, l'application de l'article 38 est fixée au 1<sup>er</sup> septembre de la deuxième année qui suit la date de la publication du présent décret.

**Art. 63.** L'arrêté royal n° 461 du 17 septembre 1986 fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement de promotion sociale de régime 2, tel que modifié par le décret du 16 avril 1991 et le décret du 4 février 1993, est abrogé.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juin 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale  
Mme M.-D. SIMONET

—  
Note

*Session 2012-2013.*

*Documents du Parlement.* Projet de décret, n° 487-1. — Amendements en commission, n° 487-2. — Rapport, n° 487-3. *Compte-rendu intégral.* Discussion et adoption. Séance du 19 juin 2013.

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29445]

**20 JUNI 2013. — Decreet houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingsbepalingen van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie*

**Artikel 1.** In artikel 1, § 3, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 16 april 1991, worden de woorden « van de bij artikel 15 bedoelde Overlegcommissie » vervangen door de woorden « van de Algemene Raad bedoeld in artikel 78 ».

**Art. 2.** Artikel 3 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt vervangen door een artikel, luidend als volgt :

« Art. 3. Het onderwijs voor sociale promotie omvat één enkel stelsel, stelsel 1. »

**Art. 3.** Artikel 5 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 5. Het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2 is het onderwijs dat, bij wijze van overgangmaatregel, geregeld blijft door de wetten op het technisch onderwijs, gecoördineerd op 30 april 1957 en door de bij toepassing van die wetten genomen besluiten.

Tot 1 januari 2015 kan het onderwijs voor sociale promotie bekwaamheidsbewijzen van stelsel 2 aan de studenten uitreiken die met hun opleiding tijdens het schooljaar 2008-2009 zijn begonnen overeenkomstig de wetten op het technisch onderwijs gecoördineerd op 30 april 1957 en de bij toepassing van die wetten genomen besluiten.

Titel IV van dit decreet is van toepassing tot 1 januari 2015 op stelsel 2. ».

**Art. 4.** In artikel 5bis van hetzelfde decreet, zoals ingevoegd bij het decreet van 3 maart 2004 en aangevuld bij het decreet van 27 oktober 2006 en het decreet van 14 november 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 1<sup>o</sup> Leerresultaten : bepaalt wat een student moet kennen, begrijpen en kunnen doen na de voltooiing van een leerproces. Leerresultaten worden gedefinieerd in termen van kennis, vaardigheden en competenties. De eindbekwaamheden die na een opleidingseenheid geëvalueerd worden zoals bedoeld in 9<sup>o</sup> van dit artikel, worden in leerresultaten uitgedrukt; »;

b) 2<sup>o</sup> wordt aangevuld met een punt i), luidend als volgt :

« i) de pedagogische en technische expertise; »;

c) 8<sup>o</sup> wordt aangevuld als volgt : « en van een afdeling ».

d) 9<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 9<sup>o</sup> opleidingseenheid : een opleidingseenheid bestaat uit een cursus of een geheel van cursussen die gegroepeerd worden omdat ze gemeenschappelijke doelstellingen nastreven en een coherent pedagogisch geheel van leerresultaten uitmaken dat geëvalueerd en bekrachtigd kan worden;

e) 13<sup>o</sup> wordt vervangen als volgt :

« 13<sup>o</sup> Pedagogische en technische expertise : onderwijsactiviteiten die statutair gebonden zijn aan een ambt van een opleidingseenheid. Deze activiteiten hebben ten doel het onderhoud, de ontwikkeling van de pedagogische materialen en dragers, de coördinatie van de studieraden en de pedagogische opvolging van studenten of kandidatenstudenten; »;

f) er wordt een 15<sup>o</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« 15<sup>o</sup> e-learning : het leerproces en de opleiding door middel van Internet, het gebruik van nieuwe technologieën multimedia van het Internet om de kwaliteit van het leerproces te verbeteren door de toegang tot de hulpbronnen en de diensten, enerzijds, en de uitwisseling en de medewerking op afstand, anderzijds, te vergemakkelijken.

g) er wordt een 16<sup>o</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« 16<sup>o</sup> Algemene Raad : de Algemene Raad bedoeld in artikel 78; »;

h) er wordt een 17<sup>o</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« 17<sup>o</sup> Sturingscel : de Sturingscel bedoeld in artikel 18; »;

i) er wordt een 18<sup>o</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« 18<sup>o</sup> de Minister : de Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie. ».

**Art. 5.** Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Elke afdeling, met uitzondering van de afdelingen behorend tot het hoger onderwijs, de afdelingen behorend tot het secundair doorstromingsonderwijs en de afdelingen die bekrachtigd worden door bekwaamheidsbewijzen die specifiek zijn voor het secundair onderwijs voor sociale promotie, beantwoordt aan de door de Regering goedgekeurde opleidingsprofielen overeenkomstig artikel 36 van het samenwerkingsakkoord afgesloten te Brussel op 27 maart 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie met betrekking tot de oprichting van de "Service francophone des Métiers et des Qualifications" (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties), afgekort : « S.F.M.Q. », en door hem aan de Algemene Raad bezorgd. ».

**Art. 6.** In artikel 13, § 2, van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 10 april 1995, wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het vorige lid mogen de opleidingseenheden die tot een afdeling van het hoger onderwijs behoren, slechts geopend worden na de toestemming van de Regering op advies van de Algemene Raad. Een besluit van de Regering zal, overeenkomstig artikel 123bis, § 3, eerste streepje, de criteria bepalen waarbij de opleidingseenheden die afzonderlijk georganiseerd kunnen worden, geopend kunnen worden. ».



**Art. 7.** Artikel 26 van het decreet wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt :

« Het secundair onderwijs voor sociale promotie past didactische methodes toe die aangepast zijn aan een volwassen publiek. Deze pedagogie baseert zich op de collectieve of individuele activiteiten onder rechtstreekse of onrechtstreekse leiding van leerkrachten of deskundigen. ».

**Art. 8.** Artikel 27 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 27. Elke afdeling van het secundair onderwijs voor sociale promotie, met inbegrip van het getuigschrift van basisonderwijs, wordt gerangschikt in de eerste, de tweede, de derde graad of de vierde graad van het secundair onderwijs volgens haar algemene doelstellingen, de inhoud ervan, het niveau en het bekwaamheidsbewijs die ze bekrachtigen.

De bekwaamheidsbewijzen stemmen overeen met de niveaus 1 tot 4 van het Europees kwalificatiekader. ».

**Art. 9.** In artikel 30 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 24 juli 1997 en gewijzigd bij het decreet van 3 maart 2004, wordt het eerste lid vervangen als volgt :

« De afdelingen van het secundair onderwijs voor sociale promotie worden bekrachtigd :

1° ofwel door bekwaamheidsbewijzen overeenstemmend met deze uitgereikt door het secundair onderwijs met volledig leerplan, met inbegrip van het getuigschrift voor basisonderwijs, het getuigschrift voor secundair onderwijs van de eerste graad, het getuigschrift voor secundair onderwijs van de tweede graad uitgereikt na het vierde studiejaar van het secundair onderwijs, het getuigschrift voor hoger secundair onderwijs en de bekwaamheidsbewijzen die kwalificatiegetuigschriften genoemd worden en die worden uitgereikt in het secundair onderwijs met volledig leerplan na afloop van de tweede, de derde en de vierde graad;

2° ofwel door bekwaamheidsbewijzen die specifiek zijn voor het secundair onderwijs voor sociale promotie. Onder specifiek bekwaamheidsbewijs wordt verstaan :

a) ofwel bekwaamheidsbewijzen uitgereikt na de afdeling met minder dan 900 lestijden;

b) ofwel bekwaamheidsbewijzen die beantwoorden aan een bijzondere wetgeving; in dit geval vermeldt het bekwaamheidsbewijs de betrokken regelgeving;

c) ofwel bekwaamheidsbewijzen die beantwoorden aan een bijzondere aanvraag van de ondernemingen, de besturen, het onderwijs en over het algemeen de socio-economische en culturele kringen of die nog geen beroepsprofiel en een opleidingsprofiel gekregen hebben door de « S.F.M.Q. » De afdelingen betreffende deze bekwaamheidsbewijzen krijgen een voorlopige toestemming tot hun omzetting overeenkomstig het opleidingsprofiel dat door de « S.F.M.Q. » wordt ontwikkeld ».

Na advies van de « S.F.M.Q. » stelt de Algemene Raad de Regering een opleidingsprofiel voor in de vorm van een pedagogisch dossier van de afdeling, zoals bepaald in de artikelen 10 tot 14.

De Regering bepaalt de vorm en de inhoud van de bekwaamheidsbewijzen. ».

**Art. 10.** In Titel II, hoofdstuk IV, afdeling 2, van hetzelfde decreet wordt een artikel 30<sup>ter</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 30<sup>ter</sup>. Met uitzondering van de afdelingen die tot het secundair doorstromingsonderwijs behoren, reikt het secundair onderwijs voor sociale promotie een bijvoegsel uit bij het getuigschrift bepaald door de Regering op advies van de Algemene Raad om de competentiestudiepunten over te kunnen dragen in het kader van het Europees systeem van studiepuntenoverdracht voor het beroepsonderwijs en -opleiding (ECVT). ».

**Art. 11.** Het eerste lid van artikel 32 van hetzelfde decreet wordt vervangen door twee leden, luidend als volgt :

« Voor elke opleiding of opleidingseenheid omvat de Studieraad een lid van het bestuurspersoneel of zijn afgevaardigde, de betrokken leden van het onderwijzend personeel.

Wanneer de directie van de inrichting het personeelslid belast met een sociale en pedagogische opvolging van een bijzondere studentengroep, neemt deze groep deel aan de vergaderingen van de Studieraad behorend tot artikel 31, 2°. ».

**Art. 12.** In artikel 33 van hetzelfde decreet worden de woorden « in een afdeling of » opgeheven.

**Art. 13.** In artikel 34 van hetzelfde decreet worden de woorden « een afdeling of » opgeheven.

**Art. 14.** Artikel 46 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 46. Elke afdeling die uit meer dan twee opleidingseenheden bestaat, omvat een opleidingseenheid « Geïntegreerde proef ». De Regering kan, op eensluidend advies van de Algemene Raad, van dit beginsel afwijken, inzonderheid :

— in geval van een afdeling die overeenstemt met een cursus georganiseerd door het onderwijs met volledig leerplan en waarvoor er geen eindstudiewerk gevraagd wordt;

— in geval van een afdeling die aan een bijzondere wetgeving beantwoordt.

Met uitzondering van de afdelingen van specialisatie moet elke afdeling ook stages omvatten. Voor begeleidinglestijden wordt vóór de geïntegreerde proef en de stages in de referentielessenrooster gezorgd.

De beroepsactiviteit van de studenten kan, met verwijzing naar de pedagogische dossiers, gelijkgesteld worden met de stages bedoeld in het vorige lid, op beslissing van de Studieraad. ».

**Art. 15.** Artikel 49 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een § 5, luidend als volgt :

§ 5. De afdelingen die het bekwaamheidsbewijs van « B.H.O. » uitreiken, worden op het niveau 5 in het Europees kwalificatiekader gerangschikt.

De afdelingen die een Brevet voor hoger onderwijs uitreiken, die op eensluidend advies van de Algemene Raad door de Regering goedgekeurd worden, behoren tot de eerste cyclus van het hoger onderwijs voor sociale promotie. ».

**Art. 16.** In artikel 52 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt :

« Voor elke afdeling of opleidingseenheid omvat de Studieraad een lid van het bestuurspersoneel of zijn afgevaardigde, de betrokken leden van het onderwijzend personeel.

Wanneer de directie van de inrichting het personeelslid belast met een sociale en pedagogische opvolging van een bijzondere studentengroep, neemt deze groep deel aan de vergaderingen van de Studieraad behorend tot artikel 53, 2°. ».

2° in het tweede lid worden de woorden « of van een opleidingseenheid « Geïntegreerde proef » » ingevoegd tussen de woorden « is zij voor de bekrachtiging van een afdeling » en de woorden « toegevoegd aan de studieraad ».

**Art. 17.** In artikel 58 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° leerresultaten bepaald in het pedagogisch dossier; »;

2° in het tweede lid wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° van de beheersing van de leerresultaten bepaald in het pedagogisch dossier; ».

**Art. 18.** In artikel 63, tweede lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « of van een opleidingseenheid « Geïntegreerde proef » » ingevoegd tussen de woorden « is zij voor de bekrachtiging van een afdeling » en de woorden « toegevoegd aan de studieraad ».

**Art. 19.** In artikel 68 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° de leerresultaten bepaald in het pedagogisch dossier; »;

2° in het tweede lid wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° van de beheersing van de leerresultaten bepaald in het pedagogisch dossier; ».

**Art. 20.** In artikel 71, derde lid, van hetzelfde decreet, wordt 1° vervangen als volgt :

« 1° de bijzondere doeleinden van de afdeling en, in voorkomend geval, een beroepsprofiel. De Algemene Raad beslist, op basis van de adviezen van de betrokken beroepssectoren, over de mogelijkheid om een beroepsprofiel te integreren in het pedagogisch dossier dat ter goedkeuring aan de Regering wordt voorgesteld; ».

**Art. 21.** In artikel 74, § 2, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 2° worden de woorden « en een Ondervoorzitter van de Hoge Raad voor onderwijs voor sociale promotie of hun afgevaardigden » vervangen door de woorden : « en van twee ondervoorzitters van de Algemene Raad of hun afgevaardigden »;

b) 4°, 5° en 6° worden vervangen als volgt :

« 4° De inspecteur belast met de coördinatie van de inspectie van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs of zijn afgevaardigde;

5° Een vertegenwoordiger van de Directie van het bestuur van het onderwijs voor sociale promotie en een vertegenwoordiger van de Directie van het bestuur van het hoger onderwijs met volledig leerplan of hun afgevaardigden, aangesteld door de Regering.

De leden opgenomen in § 2, 4° en 5°, zijn niet stemgerechtigd. ».

**Art. 22.** Artikel 75 van hetzelfde decreet, zoals aangevuld bij het decreet van 14 november 2008 en gewijzigd bij het decreet van 10 februari 2011, wordt vervangen als volgt :

« Art. 75. § 1. Het onderwijs voor sociale promotie reikt een bekwaamheidsbewijs uit dat met het onderwijs met volledig leerplan overeenstemt wanneer dit bewijs globale bekwaamheden en leerresultaten bekrachtigt die opgesteld worden overeenkomstig de geldende referentiesystemen in het doorstromingsonderwijs, ofwel de opleidingsprofielen ontwikkeld door de « S.F.M.Q », ofwel de bekwaamheidsprofielen ontwikkeld door de Algemene Raad voor de Hogescholen. Onder bekwaamheden wordt verstaan de uitvoering van een georganiseerde ontwikkeling van kennis, vaardigheden en vaardigheden inzake gedragingen waarbij het verrichten van een zeker aantal taken mogelijk gemaakt wordt.

Bij gebreke hieraan, en in afwachting van de beëindiging van de werkzaamheden van de « S.F.M.Q. », zijn de opleidingsprofielen behorend tot het secundair onderwijs de profielen die door de « CCPQ » (Gemeenschapscommissie voor de beroepen en de kwalificaties) ontwikkeld worden en die door het Parlement van de Franse Gemeenschap goedgekeurd worden.

De Regering verklaart dat de globale vaardigheden bedoeld in het eerste lid met elkaar overeenstemmen rekening houdend met de structuren en doeleinden van het onderwijs voor sociale promotie na raadpleging van de betrokken instanties van het onderwijs met volledig leerplan en op eensluidend advies van de Algemene Raad.

De Regering bepaalt de instanties en de nadere regels voor de raadpleging bedoeld in het tweede lid.

§ 2. Wat betreft het hoger onderwijs en in geval van een gelijkwaardigheid van niveau voor een bekwaamheidsbewijs dat niet bestaat in het onderwijs met volledig leerplan, wordt het advies van het Vast bureau bedoeld in artikel 74 gevoegd bij het eensluidend advies van de Algemene Raad. Ingeval het Vast bureau geen consensus kan bereiken over de gelijkwaardigheid van niveau, wordt een tweede vergadering georganiseerd binnen de 60 dagen om het akkoord te bereiken. Indien geen enkel akkoord na die periode kan worden bereikt, worden de verschillende adviezen aan de Regering bezorgd die zich daarover uitspreekt.

§ 3. Wat betreft het secundair onderwijs en ingeval van een gelijkwaardigheid van niveau voor een bekwaamheidsbewijs dat niet bestaat in het leerplichtonderwijs, wordt het advies van de raadpleginginstanties bepaald door de Regering gevoegd bij het eensluidend advies van de Algemene Raad. Ingeval de raadpleginginstanties geen consensus kunnen bereiken over de gelijkwaardigheid van niveau, wordt een tweede vergadering georganiseerd binnen de 60 dagen om een akkoord te bereiken. Indien geen enkel akkoord na deze termijn kan worden bereikt, worden de adviezen aan de Regering bezorgd die zich daarover uitspreekt. »

**Art. 23.** Artikel 83 van hetzelfde decreet, zoals vervangen bij het decreet van 25 juli 1996, wordt vervangen als volgt :

« Artikel 83. § 1. De lestijden behoren tot één van de volgende categorieën :

- 1° de categorie A omvat de lestijden van het hoger secundair onderwijs in het onderwijs voor sociale promotie;
- 2° de categorie B omvat de lestijden van het lager secundair onderwijs in het onderwijs voor sociale promotie;
- 3° de categorie C omvat de lestijden van het onderwijs in het hoger onderwijs van het korte type voor sociale promotie;
- 4° de categorie D omvat de lestijden van het onderwijs in het hoger onderwijs van het lange type voor sociale promotie.

§ 2. In afwijking van § 1 :

1° tot de laatste dag van het zevende kalenderjaar van haar werking, met inbegrip van het jaar van haar oprichting, worden de lestijden-leerkracht die gebruikt worden door een inrichting opgericht met toepassing van artikel 107 in de opleidingseenheden gerangschikt op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en stelsel 1, als lestijden van de categorie A beschouwd.

Vanaf het zesde jaar van haar werking, met inbegrip van het jaar van haar oprichting, worden de lestijden in het hoger onderwijs voor sociale promotie van het korte type en stelsel 1, voor de aanpassingen van lestijndotaties, als lestijden van de categorie C bedoeld in § 1, 3° beschouwd;

2° wanneer de inrichtende machten ertoe gehouden zijn, na goedkeuring door de Regering, op eensluidend advies van de Algemene Raad, van de minimale referentierooster, de minimale inhoud en de kenmerken van de afdelingen die bekrachtigd worden met de bekwaamheidsbewijzen bedoeld in artikel 62, de betrokken bestaande structuren overeenkomstig artikel 137 geleidelijk om te vormen :

a) tijdens de eerste organisatie van de bovenvermelde afdelingen door de bovenvermelde inrichtende machten worden de lestijden in het onderwijs beschouwd als behorend tot de categorie van de lestijden waartoe ze in de oude structuur behoorden;

b) vanaf het einde van het kalenderjaar dat overeenstemt met het einde van de periode van geleidelijke omvorming, worden de gebruikte lestijden in het onderwijs, in de betrokken afdelingen, op het niveau van het hoger onderwijs voor sociale promotie van het lange type en stelsel 1, in lestijden van categorie D omgevormd.

**Art. 24.** In Titel III, hoofdstuk II van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt een artikel 91/3 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 91/3, § 1. Het ambt van « kwaliteitscoördinator » kan georganiseerd worden door de omvorming van 250 lestijden B voor een betrekking van een vierde werktijd als de inrichting geen afdeling van het hoger onderwijs organiseert en van 300 lestijden B voor een betrekking van een vierde werktijd als de inrichting ertoe gemachtigd is om ten minste een afdeling van het hoger onderwijs te organiseren.

Er kan een beroep gedaan worden op externe interventies of op een herverdeling van de middelen over de inrichtingen om de minimale oprichtingsnorm te bereiken. Het ambt kan georganiseerd worden door een vierde, halftijdse, drievierde of voltijdse werktijd. De prestatie telt 9 uur per week per vierde werktijd.

Met uitzondering van de overeenkomsten afgesloten overeenkomstig de artikelen 72 en 114 en waarvoor een externe financiering georganiseerd wordt, zullen deze lestijden afgenomen worden van de lestijndotatie zoals bepaald in de artikelen 82 tot 92.

De Regering bepaalt de opdrachten van de kwaliteitscoördinator. Wat betreft de inrichtingen die gerechtigd zijn om een afdeling van het hoger onderwijs te organiseren, behoren de opdrachten bij voorkeur tot artikel 15 van het decreet van 22 februari 2008 houdende verschillende maatregelen betreffende de organisatie en de werking van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde onderwijs.

Elke inrichting van de Franse Gemeenschap, met toestemming van de coördinatieraad van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht, beslist over de opening van dit ambt. Zij bepaalt het opleidingsprofiel na advies van het basisoverlegcomité in het net van de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en de ondernemingsraad of bij gebreke daaraan de vakvereniging in het gesubsidieerd vrij onderwijs.

§ 2. Het ambt van « opleidingsadviseur » kan georganiseerd worden door de omvorming van 250 lestijden B tot een betrekking van een vierde werktijd. Het ambt kan georganiseerd worden per vierde, halftijdse, drievierde of voltijdse werktijd. De prestatie telt 9 uur per week per vierde werktijd.

Met uitzondering van de overeenkomsten afgesloten overeenkomstig de artikelen 72 en 114 en waarvoor een externe financiering voorzien is, worden deze lestijden afgetrokken van de lestijndotatie zoals bedoeld in de artikelen 82 tot 92.

De Regering bepaalt de opdrachten van de opleidingsadviseur.

Overeenkomstig artikel 32 en artikel 52 neemt de opleidingsadviseur deel aan de vergaderingen van de studieraad.

De opleidingsadviseur werkt samen, wat betreft zijn opdrachten, aan de verzameling van informatie in het kader van de sturing van het onderwijs voor sociale promotie.

Elke inrichting van de Franse Gemeenschap, met de toestemming van de coördinatieraad van het onderwijs voor sociale promotie van de Franse Gemeenschap en elke inrichtende macht, beslist over de opening van dit ambt. Zij bepaalt het opleidingsprofiel na advies van het basisoverlegcomité in het net van de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire commissie in het gesubsidieerd officieel onderwijs en de ondernemingsraad of bij gebrek daaraan de vakvereniging in het gesubsidieerd vrij onderwijs.

§ 3. Naast de voorwaarden bedoeld in het koninklijk besluit van 22 maart 1969 en in de decreten van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs en 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, om aangeworven of aangesteld te worden in de ambten bedoeld in §§ 1 en 2, zullen de personeelsleden ook aan de vereisten van het ambtsprofiel beantwoorden, zoals respectievelijk bedoeld in § 1, vierde lid of in § 2, zesde lid, van dit artikel.

§ 4. Met uitzondering van een organisatie van het ambt op basis van overeenkomsten, zoals bedoeld in de artikelen 72 en 114 kan de inrichtende macht of het inrichtingshoofd van de Franse Gemeenschap beslissen om de ambten bedoeld in dit artikel te sluiten behalve als het ambt door beschermde, aangeworven of aangestelde leden van het tijdelijke personeel uitgeoefend wordt.

**Art. 25.** In Titel III, hoofdstuk II van hetzelfde decreet, wordt een artikel 91/4 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91/4. § 1. De activiteiten van de pedagogische en technische expertise bedoeld in artikel 91/6, 4° worden ingevoegd in de structuur van de opleidingseenheden die door de inrichting geopend worden in het kader van haar structurele opleidingsaanbod of die uitdrukkelijk door haar georganiseerd worden met uitzondering van opleidingsseenheden met als doeleinden de steun, de begeleiding en het oriënteren van de studenten.

De gebruikte lestijden in het kader van deze activiteiten moeten meegedeeld worden aan de Administratie overeenkomstig de geldende procedures voor elke onderwijsactiviteit van de betrokken opleidingseenheid.

Met uitzondering van de overeenkomsten bedoeld in de artikelen 72 en 114 van het decreet bedraagt het aantal lestijden die toegekend moeten worden per activiteit van pedagogische en technische expertise ten minste 40 lestijden en hoogstens 800 lestijden. De prestatie per lestijd is 1,8 uur.

§ 2. De activiteiten van de pedagogische en technische expertise bedoeld in artikel 91/4, 4° zijn gebonden door het inrichtingshoofd of de inrichtende macht, in functie van de aard van de taken waaruit de activiteit van de pedagogische en technische expertise bestaat en van het niveau van het betrokken onderwijs, aan het wervingsambt behorend tot de categorie van het bestuurs- en onderwijzend personeel.

De statutaire en baremabepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden die belast zijn met de activiteiten van de pedagogische en technische expertise, zijn deze die van toepassing zijn op het ambt uitgeoefend in het onderwijs voor sociale promotie en de opleidingseenheid waaraan ze gebonden zijn.

§ 3. Het inrichtingshoofd, wat betreft het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, of de inrichtende macht, wat betreft het onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, bepaalt, na advies van het basisoverlegcomité voor het onderwijs georganiseerd door de Franse Gemeenschap, de plaatselijke paritaire commissie voor het officieel onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de ondernemingsraad of bij gebrek hieraan, de vakvereniging voor het vrij onderwijs gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, de taken en de opdrachten van de personeelsleden belast met de activiteiten van de pedagogische en technische expertise. Deze kunnen aan de deskundigen toevertrouwd worden in de zin van de artikelen 87bis en 118.

**Art. 26.** In Titel III, hoofdstuk II van hetzelfde decreet, wordt een artikel 91/5 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91/5. § 1. In het gesubsidieerd vrij onderwijs, voor de toepassing van de artikelen 34 en 42 van het decreet van 1 februari 1993 houdende het statuut van de gesubsidieerde personeelsleden van het gesubsidieerd vrij onderwijs, worden de diensten gepresteerd in het ambt waartoe de activiteiten van de pedagogische en technische expertise behoorden vóór de datum van inwerkingtreding van het decreet van 20 juni 2013 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt, op aanvraag van het personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het ambt waartoe de activiteit van de pedagogische en technische expertise voortaan behoort, op voorwaarde dat het personeelslid houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor de uitoefening van dit ambt.

Voor de tijdelijk aangeworven personeelsleden die houder zijn van andere bekwaamheidsbewijzen, worden de afwijkingen verworven in een activiteit van de pedagogische en technische expertise met toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie of op basis van artikel 17, § 4, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, vóór de datum van inwerkingtreding van het decreet van 20 juni 2013 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt, op aanvraag van het personeelslid, geacht verworven te zijn in het ambt waartoe de activiteit van de pedagogische en technische expertise voortaan behoort.

§ 2. In het gesubsidieerd officieel onderwijs, voor de toepassing van de artikelen 24 en 30 van het decreet van 6 juni 1994 tot vaststelling van de rechtspositie van de gesubsidieerde personeelsleden van het officieel gesubsidieerd onderwijs, worden de diensten gepresteerd in het ambt waartoe de activiteiten van de pedagogische en technische expertise behoorden vóór de datum van inwerkingtreding van het decreet van 20 juni 2013 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt, op aanvraag van het personeelslid, geacht gepresteerd te zijn in het ambt waartoe de activiteit van de pedagogische en technische expertise voortaan behoort, op voorwaarde dat het personeelslid houder is van een vereist bekwaamheidsbewijs of van een voldoende bekwaamheidsbewijs van groep A voor de uitoefening van dit ambt.

Voor de tijdelijk aangeworven personeelsleden die houder zijn van andere bekwaamheidsbewijzen, worden de afwijkingen verworven in een activiteit van de pedagogische en technische expertise met toepassing van artikel 6 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie of op basis van artikel 17, § 4, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs, vóór de datum van inwerkingtreding van het decreet van 20 juni 2013 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt, op aanvraag van het personeelslid, geacht verworven te zijn in het ambt waartoe de activiteit van de pedagogische en technische expertise voortaan behoort.

§ 3. Voor de toepassing van dit artikel, wanneer het vereiste bekwaamheidsbewijs een component van nuttige ervaring bevat, ofwel voor een ambt van technische vakken, ofwel voor een ambt van beroepspraktijk, ofwel voor een ambt van technische vakken en beroepspraktijk, behoudt het tijdelijke personeelslid dat vraagt om van de maatregelen bedoeld in de vorige paragrafen te kunnen genieten en voor wie zulke ervaring erkend werd in een betrokken specialiteit overeenkomstig de toepasselijke statutaire bepalingen, het genot van deze erkenning voor de betrokken specialiteit in de uitoefening van zijn nieuwe ambt van technische vakken, of in een ambt van beroepspraktijk of in een ambt van technische vakken en beroepspraktijk.

§ 4. In afwijking van artikel 91quinquies, § 2, tweede lid, behoudt het personeelslid in dienstactiviteit dat in aanmerking komt voor de toepassing van de vorige paragrafen en dat voor de uitoefening van de pedagogische en technische expertise, vóór de datum van inwerkingtreding van het decreet van 20 juni 2013 houdende diverse maatregelen betreffende het onderwijs voor sociale promotie waarbij de sturingsorganen ervan worden bepaald en waarbij e-learning in haar onderwijsaanbod geïntegreerd wordt, een hoger barema kreeg dan dat waarop het aanspraak zal kunnen maken na de inwerkingtreding van dit laatste barema, het genot ervan. ».



**Art. 27.** In Titel III, hoofdstuk II van hetzelfde decreet, wordt een artikel 91/6 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 91/6. Elke inrichting die door de Franse Gemeenschap wordt georganiseerd, na toestemming van de coördinatieraad van het onderwijs voor sociale promotie, en elke inrichtende macht kunnen een gedeelte van hun lestijdendotatie aan het geheel van de volgende activiteiten besteden :

- 1° omvorming van lestijden in kaderbetrekkingen met toepassing van de artikelen 91/4 en 111ter, § 1, zesde lid;
- 2° vergadering van de studieraad;
- 3° operaties voor de toelating, de pedagogische opvolging, de bekrachtiging van de studies,
- 4° activiteiten van de pedagogische en technische expertise met toepassing van artikel 91/4.

Behoudens afwijking verleend door de Regering voor een onbepaalde duur en met uitzondering van de lestijden gefinancierd op basis van de overeenkomsten bedoeld in artikel 114, mag het totaal van de lestijden bedoeld in het vorige lid, gecumuleerd de bovengrens van acht percent van de organieke lestijdendotatie bedoeld in artikel 82 niet overschrijden. ».

**Art. 28.** In Titel III, hoofdstuk III, van hetzelfde decreet, worden de artikelen 103 tot 105 en 106, tweede lid, opgeheven.

**Art. 29.** Artikel 112 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 30.** In artikel 123quater, § 2, vijfde lid, worden de woorden « en van de Overlegcommissie » opgeheven.

**Art. 31.** Artikel 127 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

**Art. 32.** In artikel 128 van hetzelfde decreet worden de woorden « artikel 46 » vervangen door de woorden « artikel 51, 1° ».

**Art. 33.** In de artikelen 44, 45, eerste lid tot derde lid, 49, § 1, tweede lid, 72, § 1, vijfde lid, 123bis, § 3, derde streepje, 123quater, § 2, vijfde lid, 130ter, § 1, 1° en 2°, 130sexties, § 1, 137bis, tweede lid en derde lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden « Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie » telkens vervangen door de woorden « Algemene Raad ».

**Art. 34.** In de artikelen 76, 130ter, § 1, vierde lid, en 136, eerste lid, worden de woorden « van de Overlegcommissie » vervangen door de woorden « van de Algemene Raad ».

**Art. 35.** In artikel 72, § 4, worden de woorden « Minister belast met het Onderwijs voor Sociale Promotie » vervangen door het woord « Minister ». In de artikelen 130bis, § 2, tweede lid, § 3, derde lid en vierde lid, 130sexties, § 5, tweede lid, worden de woorden « Minister van het Onderwijs voor Sociale Promotie » vervangen door het woord « Minister ».

#### HOOFDSTUK II. — *Sturing van het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 36.** In Titel II van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het Onderwijs voor Sociale Promotie, wordt het opschrift van hoofdstuk III vervangen als volgt :

« Hoofdstuk III. — Het inzamelen en de behandeling van gegevens die nodig zijn voor de sturing van het onderwijs voor sociale promotie ».

**Art. 37.** Artikel 15 van hetzelfde decreet wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. Het opmaken van een statistische databank betreffende het onderwijs voor sociale promotie moet bijdragen tot de vaststelling van de behoeften inzake onderwijs voor sociale promotie en tot de bepaling van een gemeenschapsbeleid inzake levenslang leren. »

**Art. 38.** Artikel 16 van hetzelfde decreet wordt door hetgeen volgt vervangen :

« Artikel 16. § 1. De inrichtingen zenden aan de Algemene Directie Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek, individueel of collectief, de gegevens gevraagd in het kader van het inzamelen van statische gegevens.

Deze gegevens, hebben, inzonderheid, betrekking op :

- 1° de inschrijvingen per opleidingseenheid en/of per afdeling van gefinancierde en niet-gefinancierde studenten;
- 2° de individuele gegevens van de studenten;
- 3° het slagen of het niet-slagen op het einde van de beoordelingen met inbegrip van de toelatings- of validatieproeven of testen;
- 4° de overgangsmogelijkheden;
- 5° de studentenmobiliteit wat betreft het inschrijven en verlaten voor de getuigschrifttoekenning;
- 6° de ingerichte onderwijsprogramma's en de samenwerkingsovereenkomsten voor de inrichting van de studies;
- 7° de aangeboden en gevolgde filières;
- 8° de opleidingsovereenkomsten gesloten tussen de inrichtingen en de sociaaleconomische en cultuurwereld;
- 9° de verdeling mannen / vrouwen in de ingezamelde statistische gegevens.

§ 2. De Regering bepaalt de termijnen, de vorm en de nadere regels voor de overdracht en de verwerking van de gegevens, met inachtneming van de bepalingen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens en de toepassingsbesluiten ervan.

Elke actie om gecodeerde gegevens in persoonsgegevens om te zetten is formeel verboden.

§ 3. Binnen de toegelaten termijn zullen alle gevraagde gegevens door de inrichtende macht exact in de voorgeschreven vormen gegeven worden. Bij gebreke daaraan stuurt haar de Regering een ingebrekestelling waardoor ze haar erom vraagt binnen een termijn van dertig kalenderdagen vanaf de ingebrekestelling de gevraagde geldige gegevens over te zenden.

Indien, na deze termijn, de inrichtende macht deze gegevens niet heeft overgezonden zonder dat ze het bewijs kan leveren dat ze alle nodige maatregelen heeft getroffen om het te kunnen doen, verliest ze, voor een duur hierna bepaald, het genot van 5% van de werkmiddelen toegekend overeenkomstig artikel 3, § 3, vierde lid, 17°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

De duur bedoeld bij het vorige lid begint op het einde van de termijn van dertig kalenderdagen en loopt tot op de dag waarop de inrichtende macht de gevraagde geldige gegevens per aangetekende brief met ontvangstbericht heeft overgezonden.

**Art. 39.** Artikel 17 van hetzelfde decreet wordt door hetgeen volgt vervangen :

« Artikel 17. De gegevens overgezonden door de inrichtingen met toepassing van artikel 16 worden ingezameld en anoniem gemaakt door de Algemene Directie Niet-verplicht Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek.

De anoniem gemaakte gegevens worden aan het *Entreprise des Technologies nouvelles de l'information et de la communication (ETNIC)* overgezonden, dat ze verwerkt.

De verwerkte gegevens worden om analyse aan de Sturingscel overgezonden.

De resultaten van de analyse bedoeld bij het derde lid worden aan de Algemene raad en aan de Regering meegedeeld.

De enige persoon die ertoe gemachtigd is de voornoemde gegevens per school mee te delen is de Minister, en nog enkel indien :

1° de mededeling van dergelijke gegevens noodzakelijk is voor de uitvoering van een internationale verbintenis;

2° een aanvraag ingediend werd die met redenen omkleed is in verband met de doelstelling die ten grondslag ligt aan de verwerking van de gegevens, aanvraag ingediend door rechtspersonen of door gekwalificeerde navorsers of andere personen en private instellingen die erkend zijn door de Minister en waarvan de doelstelling door de directie van de statistiekdienst goedgekeurd werden. ».

**Art. 40.** Artikel 18 van hetzelfde decreet wordt door hetgeen volgt vervangen :

« Artikel 18. Binnen de Algemene directie Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek wordt een cel belast met de sturing van het onderwijs voor sociale promotie, hierna « de Sturingscel » genoemd, opgericht.

De Sturingscel wordt door de directeur-generaal van het Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek of diens afgevaardigde voorgezeten en bestaat uit vier werkende en plaatsvervangende leden aangewezen door het Bestuur van de Franse Gemeenschap, vier werkende en plaatsvervangende leden aangewezen door de Algemene raad, één werkend en plaatsvervangend lid aangewezen door de Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs, de Minister bevoegd voor het onderwijs voor sociale promotie of diens afgevaardigde en de Economisch en sociaal adviseur bedoeld bij artikel 23.

Het secretariaat van de Sturingscel wordt door een lid van het vaste secretariaat van de Algemene raad waargenomen.

De Sturingscel neemt zijn eigen huishoudelijk reglement aan die door de Regering goedgekeurd wordt. ».

**Art. 41.** Artikel 19 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd, wordt door hetgeen volgt vervangen :

« Artikel 19. De Sturingscel heeft als opdracht :

1° op aanvraag van de Regering, het Bestuur of de Algemene raad, indicatoren voor te stellen betreffende elke maatregel getroffen of te treffen ten bate van het onderwijs voor sociale promotie en in 't bijzonder, met als doel de opvolging en de ontleding van de schoolloopbaan van de studenten ingeschreven in het onderwijs voor sociale promotie;

2° om om prospectieve doeleinden een inventaris te maken van de wetenschappelijke studies en onderzoek in verband met het onderwijs voor sociale promotie en de opleiding van volwassenen in het algemeen met als doel het waarborgen van een waakfunctie in verband met de instrumenten van deze aard ontwikkeld in de Franse Gemeenschap alsook op Europees of internationaal niveau en in verband met de evolutie van de behoeften en de aanvragen om opleiding uitgaande van de bedrijven, besturen, het onderwijs en in het algemeen van de economischsociale en culturele kringen;

3° voor de analyse van de statistische gegevens te zorgen ingezameld door de Algemene directie Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek en door het ETNIC betreffende het onderwijs voor sociale promotie;

4° in samenwerking met het Bestuur en het ETNIC, voor de stof van het Onderwijs voor sociale promotie in de Franse Gemeenschap, de bepalingen te implementeren die vervat zijn in de Europese reglementering;

5° op aanvraag van de Minister, of de Algemene raad, het Bestuur of op haar eigen initiatief wetenschappelijke studies en onderzoek in verband met het onderwijs voor sociale promotie verwezenlijken of laten verwezenlijken en inzonderheid in verband met de studentenbevolking, de uitgereikte diploma's en de schoolloopbanen van de studenten en de voormalige studenten van het onderwijs voor sociale promotie;

6° elk initiatief dat bedoeld is om het slagen in het Onderwijs voor sociale promotie in de Franse Gemeenschap te bevorderen, te behartigen en bekendheid te geven;

7° desgevallend, als informatiebron dienen voor de instanties belast met de sturing van de verschillende vormen en niveaus van het onderwijs. ».

**Art. 42.** Artikel 20 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 20. Op beslissing van de Minister gaat de Sturingscel de samenwerkingsverbanden aan die noodzakelijk blijken voor de verwezenlijking van haar opdrachten met elke andere internationale of buitenlandse, federale, gemeenschappelijke, gewestelijke of plaatselijke instelling, of ze publiekrechtelijk of privaatrechtelijk is. ».

**Art. 43.** Artikel 21 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 21. Om de twee jaar legt de sturingscel aan de Algemene raad en de Minister een activiteitenverslag over de afgelopen burgerlijke jaren voor.

**Art. 44.** Artikel 22 van hetzelfde decreet, zoals gewijzigd bij het decreet van 8 februari 1999, wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 22. De verscheidene producties van de Sturingscel die het resultaat zijn van haar opdrachten, met uitzondering van deze bedoeld bij het tweede lid, en haar activiteitenverslag worden voor het publiek beschikbaar gemaakt via de Internetsite van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De analyses en het onderzoek verwezenlijkt overeenkomstig artikel 19, 4<sup>o</sup>, worden publiek gemaakt door het Bestuur na advies van de Algemene raad en instemming van de Minister. De verspreiding ervan geschiedt onder andere via de Internetsite van het Ministerie van de Franse Gemeenschap.

De gegevens ingezameld en de publicaties verwezenlijkt door de Sturingscel blijven eigendom van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. ».

**Art. 45.** Artikel 23 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 23. Om haar opdrachten te kunnen vervullen, beschikt de Sturingscel over een envelop van 1200 B-lestijden bestemd voor de aanwerving van een economisch en sociaal adviseur van wie ze het werk via de Voorzitter van de Sturingscel bepaalt, superviseert en beoordeelt.

De economisch en sociaal adviseur wordt door de Minister aangewezen, op de voordracht van de Sturingscel. Deze stelt het ambts- en aanwervingsprofiel op na advies van de Algemene raad. Ze gaat over tot het wervingsproces.

De economisch en sociaal adviseur geniet de weddesubsidie van de weddeschaal die overeenstemt met het ambt van directeur van het onderwijs voor sociale promotie van het hogere niveau. Hij geniet het vakantiestelsel eigen aan het bestuur. Hij heeft recht op de terugbetaling van zijn reis- en verblijfkosten op de voorwaarden vastgelegd in de bepalingen die van toepassing zijn op de personeelsleden van het Ministerie van de Franse Gemeenschap. Daartoe wordt hij gelijkgesteld met de ambtenaren van rang 12 en heeft hij de administratieve standplaats van zijn ambt.

De Regering bepaalt de geldelijke en materiële middelen die noodzakelijk zijn voor de verwezenlijking van de ambten die hem toevertrouwd worden. ».

**Art. 46.** De artikelen 24 en 25 van hetzelfde decreet worden opgeheven.

**Art. 47.** In het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, wordt het opschrift van Titel III vervangen door hetgeen volgt :

« Titel III – Sturing van het onderwijs voor sociale promotie ».

**Art. 48.** In Titel III van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie wordt het opschrift van Hoofdstuk 1 vervangen door hetgeen volgt :

« HOOFDSTUK 1. — *Algemene raad van het onderwijs voor sociale promotie* ».

**Art. 49.** Artikel 78 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 78. Er wordt, bij de Algemene directie Niet-verplicht onderwijs en Wetenschappelijk onderzoek van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, een Algemene raad van het onderwijs voor sociale promotie, hierna « Algemene raad » genoemd, opgericht. ».

**Art. 50.** Artikel 79 van hetzelfde decreet wordt door hetgeen volgt vervangen :

« Artikel 79. § 1. De Algemene raad heeft tot opdracht :

1<sup>o</sup> ofwel op aanvraag van de Regering, ofwel op eigen initiatief, haar een advies voor te leggen omtrent elke vraag in verband met de sturing, de verbetering, de ontwikkeling en bevordering van het onderwijs voor sociale promotie rekening houdend met de finaliteiten van dat onderwijs zoals bepaald in artikel 7.

De adviezen houden rekening, onder andere, met het jaarverslag van de Inspectiedienst van het onderwijs, de analyses, de indicatoren en de statistieken voortgebracht door de Sturingscel en, voor het hoger onderwijs, de auditverslagen opgesteld door het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap;

2<sup>o</sup> de ontwikkeling van het Onderwijs voor sociale promotie te volgen en te vergemakkelijken;

3<sup>o</sup> op de voordracht van de sturingscel de prioritaire thematiek te bepalen dat het zal moeten behandelen over de twee komende jaren;

4<sup>o</sup> de evolutie van het aanbod inzake onderwijs te bevorderen en de referentiesystemen van het onderwijs voor sociale promotie uit te werken.

§ 2. De Algemene raad is meer specifiek belast met :

1<sup>o</sup> het opstellen van de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden die ter goedkeuring aan de Regering worden voorgelegd; deze bevatten minimum de volgende elementen : de vereiste voorafgaande bekwaamheden, de minimale referentie-uurregeling, de minimuminhoud en de leerresultaten die op het einde van een opleidingseenheid bereikt moeten zijn;

2<sup>o</sup> het bepalen van het gedeelte autonomie van de minimale referentie-uurregeling en het maximale bijkomende gedeelte van het referentie-uurregeling van opleidingseenheden, ter goedkeuring aan de Regering voorgelegd, dat door iedere inrichting aangewend kan worden zonder een wijziging van de certificatie verkregen op basis van het minimale referentiedossier met zich mee te brengen;

3° het bepalen van de nadere regels voor het kapitaliseren van de bekwaamheidsbewijzen die de opleidingseenheden bekrachtigen en die aan de goedkeuring van de Regering onderworpen zijn;

4° het informeren over de mogelijkheden inzake certificatie en kapitaliseren van de bekwaamheidsbewijzen;

5° het uitwerken van de lijst van de bevoegdheden, bedoeld bij artikel 75 van het decreet en die aan de goedkeuring van de Regering wordt voorgelegd; ze bestaat uit het geheel van de verworven leerpraktijken van de opleidingseenheden die een afdeling samenstellen.

§ 3. Voor de afdelingen van het secundair onderwijs bedoeld bij artikel 12 wordt de Algemene raad belast met de pedagogische dossiers, onderworpen aan de goedkeuring van de Regering, van de opleidingseenheden overeenkomstig de opleidingsprofielen zoals bepaald door de Franstalige dienst voor de beroepen en de kwalificaties (SFMQ).

§ 4. Voor de afdelingen van het secundair onderwijs bedoeld bij artikel 12, wordt bij wijze van overgangsmaatregel en tot het einde van de werkzaamheden van de SFMQ, de lijst van de competenties opgesteld in vergelijking met de opleidingsprofielen uitgewerkt door de Gemeenschapscommissie voor de beroepen en de kwalificaties (CCFQ) en goedgekeurd door het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Wanneer een opleidingsprofiel bedoeld bij het eerste lid en dat al het voorwerp uitmaakte van een voordracht van de Algemene overlegraad voor het secundair onderwijs aangepast moet worden, wordt de Algemene raad ermee belast. Twee deskundigen aangewezen door genoemde raad nemen deel aan de werkzaamheden betreffende het betrokken opleidingsprofiel. Eén van de deskundige behoort tot het niet-confessioneel onderwijs, de tweede tot het confessioneel onderwijs.

De Algemene raad informeert de Algemene overlegraad opgericht met toepassing van artikel 1 van het decreet houdende organisatie van het overleg voor het secundair onderwijs, over zijn werkzaamheden inzake opleidingsprofielen.

§ 5. Voor het hoger onderwijs, wordt de Algemene raad belast met het uitwerken van de opleidingsprofielen voor de afdelingen die onder het hoger onderwijs ressorteren. De Algemene raad brengt de Algemene raad van de hogeschool op de hoogte van zijn werkzaamheden inzake opleidingsprofielen. ».

**Art. 51.** Artikel 80 van hetzelfde decreet wordt vervangen door hetgeen volgt :

« Artikel 80. De Algemene raad bestaat uit een voorzitter, drie ondervoorzitters, achtentwintig werkende leden en achtentwintig plaatsvervangende leden. Hun mandaten duren vijf jaar en zijn vernieuwbaar. De voorzitter, de ondervoorzitters en de leden worden door de Regering aangesteld.

De Algemene raad wordt samengesteld uit :

1° zes werkende en zes plaatsvervangende leden die de onderwijsnetten vertegenwoordigen, d.w.z. :

a) twee werkende en plaatsvervangende leden voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;

b) twee werkende en plaatsvervangende leden voor het gesubsidieerd officieel onderwijs;

c) twee werkende en plaatsvervangende leden voor het vrij gesubsidieerd onderwijs, verdeeld volgens de aard van het onderwijs;

2° zes werkende en zes plaatsvervangende leden die het bestuurs- en onderwijzend personeel van het onderwijs voor sociale promotie vertegenwoordigen, d.w.z. :

d) twee werkende en plaatsvervangende leden voor het onderwijs ingericht door de Franse Gemeenschap;

e) twee werkende en plaatsvervangende leden voor het gesubsidieerd officieel onderwijs;

f) twee werkende en plaatsvervangende leden voor het vrij gesubsidieerd onderwijs, verdeeld volgens de aard van het onderwijs;

3° vier werkende en vier plaatsvervangende leden die studenten zijn in het onderwijs voor sociale promotie, namelijk één werkend lid en één plaatsvervangend lid per net en aard;

4° drie werkende en drie plaatsvervangende leden die de verenigingen vertegenwoordigen die door de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel erkend worden;

5° vijf werkende en vijf plaatsvervangende leden die economische en maatschappelijke kringen vertegenwoordigen die belang hebben voor het onderwijs voor sociale promotie, of andere belanghebbende kringen;

6° de directeur-generaal van het Niet-verplicht onderwijs en het Wetenschappelijk onderzoek en diens afgevaardigde of hun plaatsvervangers;

7° de Inspecteur belast met de coördinatie van de inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs en diens afgevaardigde of hun plaatsvervangers.

De Minister of zijn vertegenwoordiger(s) worden permanent op de vergaderingen van de Algemene raad en zijn bureau uitgenodigd.

De leden van de Algemene raad bedoeld bij het derde lid, 1°, 2° en 3°, worden voorgedragen door de verenigingen die de betrokken inrichtende machten vertegenwoordigen.

**Art. 52.** In Hoofdstuk 1 van hetzelfde decreet wordt artikel 81 vervangen door wat volgt :

« Artikel 81. De Algemene raad kan enkel een advies geldig uitbrengen als minstens elf leden uit de leden bedoeld bij artikel 80, derde lid, 1°, 2° en 4°, aanwezig zijn.

Indien het vereiste quorum niet bereikt wordt, wordt een vergadering ingericht binnen de veertien dagen, na een nieuwe oproeping, met dezelfde agenda als deze van de vorige vergadering; wat ook het aantal van de aanwezige leden bedoeld bij artikel 80, derde lid, 1), 2° en 4°, is, is het uitgebrachte advies geldig. ».



**Art. 53.** In Hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel 81/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 81/1. – Bij een stemming over een eensluidend advies, brengt de Algemene raad zijn adviezen bij de tweederdemeerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden uit. Bij de adviezen kunnen minderheidsnota's gevoegd worden. ».

**Art. 54.** In Hoofdstuk I van hetzelfde decreet, wordt een artikel 81/2 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 81/2. § 1. De Algemene raad stelt een Bureau samen waarvan de Regering de opdrachten, de samenstelling en de organisatie vaststelt. Worden er van rechtswege lid van, één lid van de Algemene raad bedoeld bij artikel 80, derde lid, 6°, en één lid van de Algemene raad bedoeld bij artikel 80, derde lid, 7°.

§ 2. De Algemene raad kan permanente of eenmalige werkgroepen samenstellen waarvan de opdracht door hem bepaald worden en waaraan deskundigen die door hem aangewezen worden, deelnemen. Het voorzitterschap van de werkgroepen wordt waargenomen door een werkend of plaatsvervangend lid van de Algemene raad aan welke het regelmatig verslag brengt over de vordering van de werkzaamheden waarmee de werkgroep belast is.

§ 3. De Algemene raad stelt permanente sectorale werkgroepen samen die belast worden met het opmaken van de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden en de afdelingen en het voorleggen ervan aan de Algemene raad. De Voorzitters van de sectorale werkgroepen worden gekozen onder de werkende en plaatsvervangende leden van de Algemene raad bedoeld bij artikel 80, derde lid, 1°, 2° en 7°. De Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en van het afstandsonderwijs neemt deel aan de sectorale werkgroepen.

De samenstelling van de sectorale werkgroepen wordt door de Algemene raad, de verenigingen die de betrokken inrichtende machten vertegenwoordigen en de Inspectiedienst bepaald die hun vertegenwoordigers aanstellen.

§ 4. De Voorzitter van de Algemene raad of diens afgevaardigde roept minstens zes maal per jaar, in aanwezigheid van de leden van het Bureau bedoeld bij § 1, de voorzitters van de sectorale werkgroepen samen om de vordering van de werkzaamheden te evalueren en voor de coherentie bij het opmaken van de pedagogische dossiers van de opleidingseenheden en afdelingen te zorgen.

§ 5. Voor het secretariaat van de Algemene raad, zijn bureau en de werkgroepen wordt door het Vast secretariaat gezorgd samengesteld uit drie vaste secretarissen die Methodologische adviseurs worden genoemd. Deze komen uit het bestuurs- en onderwijzend personeel en worden door de Minister aangesteld op de voordracht van elk onderwijsnet.

Ze genieten een verlof wegens opdracht in het belang van het onderwijs.

§ 6. De Methodologische adviseurs hebben, onder andere, als opdracht :

- 1° voor het secretariaat te zorgen van de vergaderingen van de Algemene raad en van de Sturingscel;
- 2° aan de voorbereiding en de opvolging van de werkzaamheden van de Algemene raad samen te werken;
- 3° synthesesnota's en thematische samenvattingen te verwezenlijken van de werkzaamheden van de Algemene raad;
- 4° op aanvraag van de Minister, een Voorzitter of een Ondervoorzitter, de documentatie in te zamelen die noodzakelijk is voor de deelname aan de werkzaamheden van de Algemene raad;
- 5° enige informatie te verstrekken in verband met de opdrachten en werkzaamheden van de Algemene raad aan elke persoon, elk orgaan of elke instelling die eraan deel zou moeten nemen;
- 6° de schuldnota's en –verklaringen te centraliseren, waardoor ze in staat worden gesteld de dossiers bestemd voor het bestuur met als doel de terugbetaling van de reiskosten van de leden van de Algemene raad alsook de leden van de werkgroepen voor te bereiden;
- 7° zich op de hoogte te houden van nieuwe methodologische elementen en technieken en pedagogische instrumenten die nuttig zouden kunnen zijn voor het onderwijs voor sociale promotie;
- 8° voor de overeenstemming te zorgen van de pedagogische bepalingen met de reglementaire teksten die betrekking hebben op het onderwijs voor sociale promotie;
- 9° voor het secretariaat te zorgen van de vergaderingen van het bureau van de Raad alsook van de werkgroepen ingesteld door de Algemene raad;
- 10° voor de rangschikking te zorgen van de documenten en het bijhouden van het archief van de Algemene raad (notulen, pedagogische dossiers, beroepsprofielen,...);
- 11° vergaderingen bij te wonen, volgens een mandaat toevertrouwd door de Minister, een Voorzitter of een Ondervoorzitter van de Algemene raad, waarvan de thema's betrekking hebben op de opdrachten van de Algemene raad;
- 12° voor denkstof te zorgen inzake behoeften van de sociaaleconomische kringen wat betreft de beroepen en de tewerkstelling;
- 13° voor de circulatie van de informatie te zorgen tussen het bestuur, de Algemene raad en de netten;
- 14° deel te nemen aan de instelling, het beheer, de samenhang en de bevordering van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid in hun net.

§ 7. De Voorzitter en de Ondervoorzitters van de Algemene raad sturen en beoordelen het werk verricht door de Methodologische adviseurs.

§ 8. De Regering regelt de organisatie en de werking van de Algemene raad en van het vast secretariaat. ».

#### HOOFDSTUK III. — *Integratie van de e-learning in het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 55.** Artikel 120 van het decreet van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, zoals opgeheven bij het decreet van 10 februari 2011, wordt hersteld in de volgende formulering :

« Artikel 120. § 1. Op de voorwaarden die door de Regering bepaald worden, kunnen inrichtingen voor onderwijs voor sociale promotie opleidingseenheden of onderwijsactiviteiten inrichten via de e-learning.

§ 2. Het aantal lestijden bepaald in het pedagogisch dossier, totaal of gedeeltelijk via e-learning ingericht, zal uitgetrokken worden op de lestijdendotatie van de betrokken inrichtingen overeenkomstig de artikelen 82 tot 93 en 102.

§ 3. Het aantal leerlingenlestijden en het aantal gewogen leerlingenlestijden betreffende de eenheden die totaal of gedeeltelijk in e-learning ingericht worden wordt verkregen door het totale aantal lestijden bestemd voor deze activiteiten respectief te vermenigvuldigen met het gemiddelde aantal leerlingenlestijden en met het gemiddelde aantal gewogen leerlingenlestijden per lestijd ingericht door de inrichting, dit gemiddelde aantal zijnde, desgevallend, naar het hogere tiende afgerond.

§ 4. De studenten ingeschreven voor onderwijsactiviteiten ingericht in e-learning hebben geen plicht inzake schoolbezoek om als regelmatig student in deze activiteiten beschouwd te worden als deze dat ze zoals bepaald aanwezig moeten zijn, behoudens behoorlijk met redenen omklede afwezigheid, op de verplichte vergaderingen en op de proeven ingericht voor de eerste en/of tweede zittijden door de inrichting waarin ze ingeschreven zijn.

De Regering bepaalt via algemene reglementen het begrip « behoorlijk met redenen omklede afwezigheid ».

§ 5. Het volgen van e-learningopleidingseenheden wijzigt in geen zin de bedragen van het inschrijvingsgeld alsook de vrijstelling van deze die gelden in het onderwijs voor sociale promotie ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. ».

*HOOFDSTUK IV. — Bepalingen betreffende de financiering van de werkingsmiddelen van de lestijden ingericht via de e-learning in het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 56.** In artikel 3, § 3, vierde lid, 17°, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, worden de woorden :

« b) in het onderwijs van stelsel 2, voor een aantal lestijden beperkt tot 320 per leerling,

— voor de cursussen beroepspraktijk in handel, bestuur, organisatie en Frans voor vreemdelingen : 0,35 EUR, per lestijd;

— voor de cursussen beroepspraktijk en technische cursussen en beroepspraktijk in landbouwkunde, kookkunst, voeding, naaien en kleding : 0,44 EUR, per lestijd;

— voor de cursussen beroepspraktijk en technische cursussen en beroepspraktijk in nijverheid, hout, bouwkunde, lassen, industriële tekening en informatica 0,53 EUR, per lestijd;

— voor de algemene vakken en de technische cursussen : 0,35 EUR, per lestijd. »

worden vervangen door :

« b) de toelating tot de subsidies van de opleidingseenheden totaal of gedeeltelijk via e-learning ingericht en die niet het voorwerp uitmaakten van een definitieve toelating tot de subsidies, wordt verworven vanaf hun eerste organisatie. De definitieve toelating tot deze subsidies wordt verworven na gunstig advies van de Inspectiedienst van het onderwijs voor sociale promotie en het afstandsonderwijs. De bedragen zullen terugbetaald worden als de betrokken opleidingseenheden het voorwerp uitmaken van twee opeenvolgende ongunstige adviezen van de Inspectiedienst;

c) het bedrag van de werkingsmiddelen van de opleidingseenheden gedeeltelijk of totaal in e-learning ingericht wordt op 7,56 EUR bepaald per ingerichte lestijd, wat ook het aantal regelmatige studenten is.

Dat bedrag wordt ieder burgerlijk jaar geïndexeerd op basis van het algemene indexcijfer voor de consumptieprijzen bepaald op 1 januari 2013. ».

*HOOFDSTUK V. — Bepalingen betreffende de opleiding tijdens de loopbaan van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel van het onderwijs voor sociale promotie*

**Art. 57.** Het eerste lid van artikel 15 van het decreet van 30 juni 1998 met betrekking tot de bijscholing van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel en het opvoedend hulppersoneel in het onderwijs voor sociale promotie wordt vervangen als volgt : « De begrotingskredieten die worden toegewezen aan bijscholingscursussen, met inbegrip van de bijbehorende bezoldigingen, bedragen minimum 205.000 geïndexeerde euro, elk burgerlijk jaar, op het algemeen indexcijfer van de consumptieprijzen bepaald op 1 januari 2013. ».

*HOOFDSTUK VI. — Wijzigingsbepalingen betreffende het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel en het maatschappelijk personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en van de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen*

**Art. 58.** In artikel 6ter, punt 6°, van het koninklijk besluit van 2 oktober 1968 tot vaststelling en rangschikking van de ambten der leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, het psychologisch personeel en het maatschappelijk personeel bij de inrichtingen voor kleuteronderwijs, lager, gespecialiseerd, middelbaar, technisch, kunstonderwijs en onderwijs voor sociale promotie en hoger onderwijs buiten de universiteit van de Franse Gemeenschap en van de ambten der personeelsleden van de inspectiedienst belast met het toezicht op deze inrichtingen, wordt een littera c), luidend als volgt, toegevoegd :

« c) zijn de wervingsambten :

— kwaliteitscoördinator;

— adviseur voor de opleiding. ».

*HOOFDSTUK VII. — Wijzigingsbepaling betreffende het koninklijk besluit van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen*

**Art. 59.** In de eerste afdeling van Hoofdstuk II van het besluit van de Executieve van 22 april 1969 betreffende de bekwaamheidsbewijzen vereist van de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel, van het psychologisch personeel en van het sociaal personeel van de inrichtingen voor voorschools, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch, kunstonderwijs, onderwijs voor sociale promotie en niet-universitair hoger onderwijs van de Franse Gemeenschap, alsmede van de internaten die van deze inrichtingen afhangen, worden de artikelen 11bis en 11ter ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 11bis. – Het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van coördinator inzake kwaliteit, dat de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het onderwijs voor sociale promotie kunnen bekleden, is het diploma Geaggregeerde van het Hoger Secundair onderwijs of Master aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs.

Artikel 11ter. – Het bekwaamheidsbewijs vereist voor het ambt van adviseur voor de opleiding, dat de leden van het bestuurs- en onderwijzend personeel in het onderwijs voor sociale promotie kunnen bekleden, is het diploma Geaggregeerde van het Hoger Secundair onderwijs of Master aangevuld met een getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of het getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs of een diploma van bachelor van het hoger onderwijs met volledig leerplan of voor sociale promotie in de maatschappelijke of pedagogische categorie aangevuld met een Getuigschrift van pedagogische bekwaamheid of een Getuigschrift van pedagogische bekwaamheid voor het hoger onderwijs. ».

HOOFDSTUK VIII. — *Bepaling tot wijziging van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie*

**Art. 60.** In artikel 11 van het koninklijk besluit van 30 juli 1975 betreffende de voldoende geachte bekwaamheidsbewijzen in de gesubsidieerde inrichtingen voor secundair technisch en beroepsonderwijs met volledig leerplan en voor sociale promotie, zoals gewijzigd, wordt punt Cbis., aangevuld als volgt :

Kwaliteitscoördinator

Diploma Master	Groep A	D
Diploma Bachelor	Groep B	GLSO

Adviseur voor de opleiding

Diploma Master	Groep A	D
Diploma Bachelor	Groep B	GLSO

HOOFDSTUK IX. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 27 december 1993 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting*

**Art. 61.** Artikel 8, § 1, van het decreet van 27 december 1993 houdende diverse maatregelen inzake cultuur, gezondheid, onderwijs en begroting, wordt met de volgende zin aangevuld : « Deze bepaling is niet van toepassing op de inrichtende machten en de inrichtingshoofden van het onderwijs voor sociale promotie. ».

HOOFDSTUK X. — *Overgangs- en wijzigingsbepalingen*

**Art. 62.** Voor de inrichtingen die niet over computerdatabanken beschikken die kunnen worden overgezonden in de vormen bepaald door de Regering, wordt de toepassing van artikel 38 op 1 september bepaald van het tweede jaar na de datum van de bekendmaking van dit decreet.

**Art. 63.** Het koninklijk besluit nr. 461 van 17 september 1986 houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het onderwijs voor sociale promotie van stelsel 2, zoals gewijzigd bij het decreet van 16 april 1991 en het decreet van 4 februari 1993, wordt opgeheven.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juni 2013.

De Minister-president,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-D. SIMONET

—  
Nota

*Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Parlement.* — Ontwerp van decreet, nr. 487-1. — Commissieamendementen, nr. 487-2. — Verslag nr. 487-3.

*Integraal verslag.* — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 19 juni 2013.